Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année
N° 170
Vendredi
8 janvier 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Le monde est trop dur
pour le laisser à la droite

je vote à gauche

Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

MEDIATISATION

Le retour au gouvernement de Bernard Tapie doit nous amener, nous socialistes, à considérer avec lucidité et sans complaisance la double interrogation suivante :

• les valeurs fondatrices de la gauche sont-elles surannées au point qu'il nous faille aujourd'hui les sacrifier sur l'autel de la politique spectacle ?

• l'hypermédiatisation de personnalités issues notamment de la société civile constitue-t-elle, pour les socialistes, une réponse politique crédible aux attentes légitimes des citoyens de notre pays ?

A cette double question, je répondrai sans ambiguïté : non. Non, les valeurs de justice, de solidarité, d'égalité des chances ne sont pas dépassées, loin s'en faut.

Aujourd'hui plus que jamais, au moment où l'individualisme semble progresser dans notre société, les valeurs de la gauche constituent le dernier rempart face au libéralisme sauvage et dévastateur que la droite compte mettre en place si, d'aventure, elle gagne les prochaines élections législatives. Les socialistes ont beaucoup travaillé depuis 1981. Sans doute, et c'est là un reproche justifié, nous n'avons pas suffisamment expliqué les multiples mesures économiques et sociales qui font qu'aujourd'hui la France reste malgré tout un pays en bonne santé où le niveau de vie n'a rien à envier à celui de nos voisins européens.

Le danger, pour la gauche, réside dans l'hypermédiatisation de personnalités jouant, sous les feux de la rampe, le rôle du sauveur tant attendu.

Par respect pour son histoire et par respect pour tous ceux qui se retrouvent dans les valeurs de la gauche, les socialistes ne peuvent se contenter d'un tel message politique : la forme ne peut l'emporter sur le fond. Il y va de notre avenir.

Sachons expliquer, sachons convaincre, sachons proposer sans douter de nous-mêmes.

Alors, nous serons plus forts et le temps viendra de la confiance populaire retrouvée.

YANNICK TRIGANCE
Epinay-sur-Seine (93).

USA, L'EXEMPLE

Revenons sur la victoire de Bill Clinton aux présidentielles américaines. Sur quel programme a-t-il été élu ? Essentiellement sur du social, sur ce qui serait chez nous la Sécu, sur l'enseignement, sur la médecine, les laissés-pour-compte. Bref, une société à plusieurs vitesses où l'individualisme ne répond plus à l'attente de millions de gens. Ce programme est une réponse à l'état d'abandon du secteur public américain après douze ans de gestion ultralibérale. Gestion qui devait sauver l'Amérique et qui a perdu les Américains.

Transposons cette gestion en France par une droite revancharde, qu'obtiendrions-nous ? Mêmes causes, mêmes effets.

Le sacrifice de la Sécu, de l'enseignement, de la solidarité, de la culture, de l'Europe, du franc.

L'étranger redoute la victoire de la droite en mars prochain. La tension persistante sur le franc en est la meilleure preuve. Comment pourra-t-elle gouverner, alors qu'elle est si divisée ?

Bien sûr, la droite n'ose pas dire sacrifice. Elle parle de salaire direct. Augmenter le salaire direct peut effectivement apparaître alléchant. Mais ce serait au détriment de la solidarité. D'où un trou de plus en plus impressionnant de la Sécu, des Assedic. On en revient à Reagan. Faudra-t-il alors attendre qu'un Bill Clinton français se manifeste sur un projet social ?

GEORGE QUIES
Oursbelille (65).

LA FOI

Religieuse catholique et socialiste convaincue, je voudrais remettre les pendules à l'heure. Beaucoup de catholiques croient qu'ils doivent voter à droite. Or, c'est faux. Car si la droite revenait malheureusement au pouvoir, elle démontrerait une fois de plus son incapacité à diriger la France, lui retirant un à un tous les avantages sociaux acquis en ces dix ans de pouvoir socialiste. Le capitalisme reviendra en force et elle ne possède pas une baguette magique pour trouver une solution au chômage, ni relancer l'économie.

Tout vrai croyant doit voter socialiste. Les valeurs que le gouvernement défend et essaie d'appliquer à notre pays sont dans la droite ligne des enseignements de l'Evangile tels que l'on doit les comprendre (et non comme beaucoup de catholiques les traduisent) : solidarité, partage du travail, acceptation de l'autre quelles que soient ses origines, ses croyances, sa culture, la couleur de sa peau.

Bien sûr, tout n'a pas été parfait et il reste beaucoup à faire. C'est à nous d'agir. Le bilan est quand même positif. Il faudrait que le pouvoir, à quelque niveau qu'il soit, se rapproche de sa base électorale, qu'il trouve les mots pour expliquer ses décisions et ce qu'il envisage pour l'avenir. Que l'on sente la conviction dans ses paroles, ce qui n'est pas toujours le cas.

Redevenons combatifs, reprenons notre idéal socialiste et soyons fiers d'appartenir à cette grande famille.

Nous attendons cela de tous ceux qui ont une charge. Que les fédérations s'occupent un peu de ceux qui, même s'ils ne sont pas adhérents, militent de toutes leurs forces et osent clamer haut et fort leur idéal et leur foi dans le Parti socialiste.

DOMINIQUE MAGDELEINE
Montferrand-le-Château (25).

DU RESPECT !

François Mitterrand, notre président de la République, a été élu au suffrage universel le 10 mai 1981, pour sept années, dans la pleine application de la Constitution... Réélu et reconduit dans sa fonction présidentielle, avec la même garantie constitutionnelle, pour un second septennat.

N'est-ce pas là, dans le rappel de ces magnifiques résultats, la reconnaissance par notre pays et par la majorité absolue de nos concitoyens, de toute la notoriété d'un président qui a assumé et assume rigoureusement ses fonctions, celles de chef de l'Etat, et cela, tant au plan national qu'international. Qui peut ne pas reconnaître le prestige qu'il a apporté et apporte avec une grande dignité, au plus haut, pour la fierté de notre pays ? Tout cela fera date dans l'histoire, soyons-en certain !

Que cesse donc la démagogie permanente, excessive, des politiciens de droite. Il faut leur rappeler qu'ils doivent avoir un peu de respect et de considération à l'égard du président ainsi que des citoyens majoritaires qui l'ont élu.

ALBERT ALIPHAT
Limoges (87).

DROGUE

Je remercie le camarade ministre Quilès de me considérer comme un délinquant susceptible un jour d'être traduit devant les tribunaux, voire d'être emprisonné. Ce n'est pas parce que les consommateurs de drogues dures passent tous par la "fumette" et que les circuits de distribution sont probablement comparables qu'il faille à ce point gommer la distinction entre drogues dures et drogues douces.

Les drogués sont des malades d'autant plus vulnérables que le sida les frappe. Ce sont des malades qui ont besoin avant tout de confiance, de chaleur humaine, et de croire en eux-mêmes. Le travail des éducateurs et des médecins consistait patiemment à, d'une part prévenir le sida (au moins qu'ils ne se refilent pas les seringues !), d'autre part à tenter de les réinsérer. En les exhibant comme des délinquants à la vindicte publique, nous les marginalisons encore plus et brisons le travail de ces éducateurs. Iront-ils désormais à l'hôpital si, derrière chaque médecin, un Broussard est à l'affût ? Je ne crois pas un seul instant qu'en termes de santé publique les mesures annoncées soient efficaces.

PASCAL ESSEAU
Nantes (44).

APPEL

Militante socialiste depuis 1988, je suis étudiante en troisième année de sciences politiques, à l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble.

Je réalise, dans le cadre de mes études, un mémoire intitulé : "L'Europe et l'interventionnisme économique des collectivités locales françaises". Si vous voulez vous exprimer sur ce thème, dénoncer des carences ou des aberrations du droit national ou communautaire, relever les handicaps des collectivités locales françaises par rapport à leurs voisines ou énoncer vos solutions, écrivez-moi le plus tôt possible.

GERALDINE CHAVRIER
Bourgoin-Jallieu (38).

("Vendredi" fera suivre votre courrier).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Comstock (couv) ; A. Bartók / Budapest / D.R. (pp. 3 et 21) ; A. Nogues / Sygma (p. 4.) ; Rex / Sipa-Press (pp. 12/13) ; M. Polak / Sygma (p. 14) ; Gamma (p. 14) ; L. Moubayed (pp. 16/17) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE

4 *Les législatives en ligne de mire*
5 • *Bonne année, bonne campagne !*
• *Laurent Fabius*
6 *Au Parlement, réformes et progrès sociaux*

POLITIQUE ET SOCIETE

8 *Démocratisation et soutien scolaire*
9 • *L'hiver des sans-abri*
• *UNEDIC : sauver les meubles*

POLITIQUE ECONOMIQUE

10 *Partage du travail, nos lecteurs débattent*

11 à 14 **ARGUMENTS**
L'ultralibéralisme

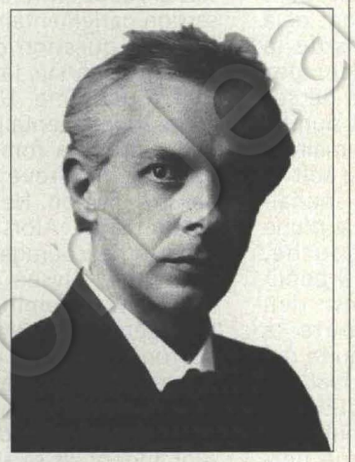
11 *L'échec des politiques libérales*
12 • *Le contre-modèle britannique*
• *Les contradictions de la droite*
14 *Les dégâts du libéralisme*



▲ *Une session de réformes (p.6).*



▲ *Démocratisation et soutien scolaire (p.8).*



▲ *Bartók (p.21).*

POLITIQUE INTERNATIONALE

15 • *La diplomatie patine, la Bosnie souffre*
• *Pire que la guerre*
16 • *Moyen-Orient : faux pas vers la paix*
• *Somalie : une affaire d'où l'Afrique est absente*

VIE PRATIQUE

18 *Dépannage à domicile : être vigilant*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Bartók : le père de la musique hongroise*
• *Europe : flâner dans notre culture*
22 • *Post-scriptum*
• *C'est dans la poche*

INVITE

23 *Philippe d'Iribarne*

Claude Estier

27 déc. Dans "Le Journal du dimanche", Henri Emmanuelli n'est pas tendre à propos du retour de Bernard Tapie au gouvernement. Je ne suis pas loin de penser comme lui, tout en sachant que Pierre Bérégovoy a voulu tenir l'engagement qu'il avait pris envers son ministre de la Ville lorsqu'il avait été inculpé. Je n'ai rien contre Tapie dont je ne méconnais pas le dynanisme, mais je ne crois pas que c'est en misant sur des hommes qui rejettent les partis que l'on remobilisera les militants et les sympathisants socialistes qui constituent quand même notre force principale pour l'échéance de mars.

31 déc. L'année 1992 sera sans doute de celles qu'on aura laissé partir sans regrets. Elle s'achève en tout cas sur des images tragiques : la lutte quotidienne des assiégés de Sarajevo cherchant dans le froid et la neige un peu d'eau potable et quelques branches mortes pour se réchauffer ; la tension persistante dans les villes de Somalie où, pourtant, l'aide alimentaire parvient enfin aux enfants affamés. Et, encore, ces quatre cents Palestiniens piégés sous des tentes de fortune entre Israël et le Liban qui rivalisent de cynisme pour les rejeter au néant. Plus près de nous, cette glaciale fin de décembre qui nous rappelle que cinq cent mille personnes vivent en France sans domicile fixe dont plusieurs milliers sans le moindre abri.
Devant ces drames proches ou lointains (sans parler de ceux que les caméras ne montrent pas), c'est sur un ton grave que le président de la République a présenté ce soir ses vœux aux Français.
Il est visiblement soucieux de ce que pourraient être les conséquences d'une intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie dont certains se font les champions avec quelque légèreté. François Mitterrand ne l'exclut pas, mais ne s'y résignera que si Américains et Européens s'engagent ensemble sous l'égide des Nations Unies. "Faire la guerre à la guerre" est une belle formule, mais elle peut coûter cher en vies humaines sans garantir que soit assurée la coexistence des Serbes, des Croates et des Bosniaques musulmans. Aussi faible que soit la chance d'une solution négociée, objet de la nouvelle rencontre de Genève, ne convient-il pas de l'explorer jusqu'au bout ?

1er janv. Vieille seulement de 74 ans, la Tchécoslovaquie a vécu, ce qui ajoute un peu d'instabilité supplémentaire à une Europe centrale qui n'en avait pas besoin. Du moins, la séparation de Prague et de Bratislava s'est-elle faite sans violence, ce qui prouve que le pire n'est jamais sûr. Dans ce divorce à l'amiable, il est clair que c'est la Slovaquie qui a le plus à perdre. Elle s'en apercevra sans doute bientôt.

4 janv. Les dirigeants du RPR et de l'UDF ont mis du temps à réagir mais la plupart des commentateurs, eux, ne s'y étaient pas trompés. "Si certains, soulignaient aussitôt l'un d'eux, s'attendaient à voir un président à bout de course présenter des vœux passe-partout, ils auront été déçus." En dehors du développement international, l'allocution présidentielle du nouvel an contenait, en effet, au moins deux messages clairs dont on comprend qu'ils mettent l'opposition en fureur. Contrairement aux vœux de celle-ci, François Mitterrand entend bien demeurer à l'Elysée après comme avant les élections. Il sera le défenseur des "acquis sociaux" au cas où certains voudraient les mettre en cause. Voici fixées les premières bornes dans l'éventualité d'une nouvelle cohabitation où, comme l'écrit "Le Monde", la droite "ne pourra se complaire dans l'immobilisme mais devra prendre certains risques."

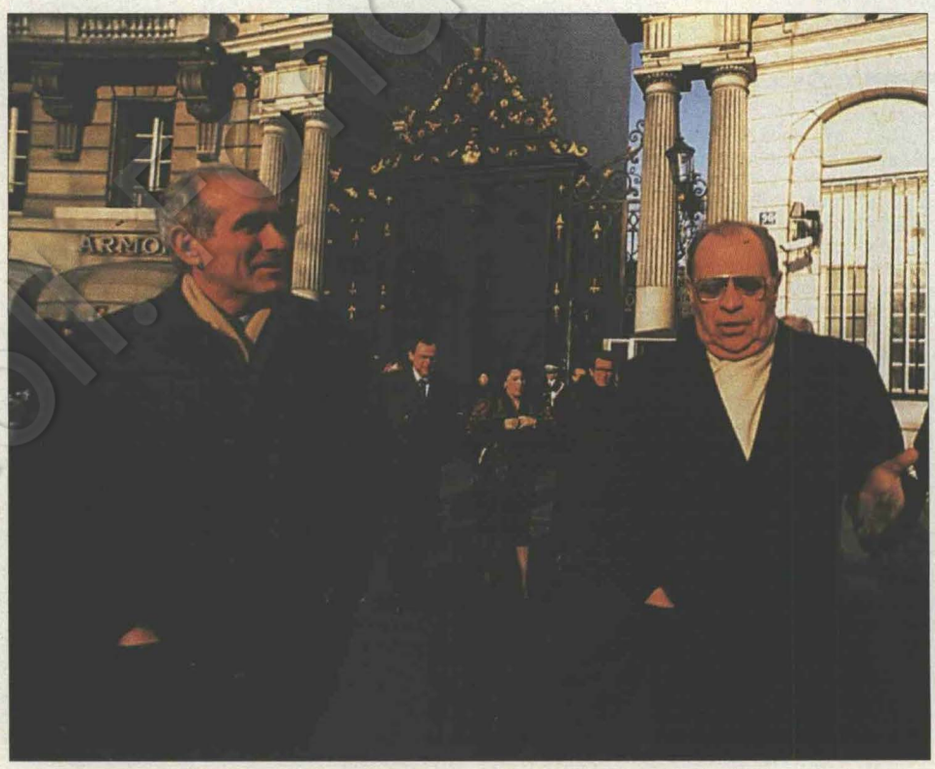
les législatives en ligne de mire

L'année politique 1993 ne connaît pas de retard à l'allumage. Débat sur la cohabitation, divisions de la droite, mobilisation des socialistes, la campagne pour les élections législatives est entrée dans le vif du sujet.

Si l'année commence sous le signe de l'Europe avec l'entrée en vigueur du marché unique, elle devrait être dominée très rapidement par les échéances politiques hexagonales. Les élections législatives des 21 et 28 mars sont déjà au centre des préoccupations de la classe politique. A commencer par François Mitterrand qui, lors de ses vœux aux Français, a clairement signifié à l'opposition qu'il entendait se maintenir dans ses fonctions quel que soit le résultat du scrutin. A ceux qui souhaitent le voir démissionner à l'issue d'une éventuelle défaite de la gauche, il répond qu'une fois de plus, il appliquera à la lettre les institutions : rien que la Constitution mais toute la Constitution. Une ligne de conduite qui lui a si bien réussi entre 1986 et 1988.

Se posant en garant de la solidarité nationale, le président de la République avertit la droite : "J'espère que personne ne songe à s'attaquer à nos acquis sociaux." Sans aucun plaisir mais avec une fermeté sans faille, François Mitterrand se prépare donc à une deuxième cohabitation ou plutôt à une nouvelle "coexistence institutionnelle", comme il préfère l'appeler. L'opposition sait à quoi s'en tenir ! Dès la prochaine session parlementaire, elle sera confrontée à la question de la révision de la Constitution sur laquelle elle est loin d'être unanime. Une pomme de discorde supplémentaire.

Car la droite a commencé 1993 comme elle avait achevé 1992, c'est-à-dire dans la division. Ne serait-ce que sur la cohabitation. Alors que Valéry Giscard d'Estaing encourage François Mitterrand à quitter l'Elysée après les élections législatives, Dominique Perben, secrétaire général adjoint du RPR, juge inopportun "d'ajouter une crise politique, voire institutionnelle" aux difficultés que connaît la France. Quant à René Monory, président du Sénat, et Edmond Alphandéry, ils se sont prononcés pour une politique du franc fort et pour le maintien de celui-ci dans le système monétaire européen, contredisant allègrement Charles Pasqua, Philippe Séguin et Alain Madelin, favorables au décrochage du franc par rapport au mark. Décidément, l'électeur aura bien du mal à y voir clair dans les différents discours que tient la droite en matière d'économie ! Bref, cela ne va pas très fort dans l'opposition, comme le reconnaît Gérard Longuet : "L'UDF et le RPR donnent une mauvaise image de désunion sur la forme et dans le fond."



TEMPS FORT

Les socialistes vont se lancer dans la bataille dès cette semaine. Samedi, ils organisent une conférence nationale sur l'emploi et, dimanche, ils réunissent à Paris, à la Mutualité, les secrétaires de section qui seront conviés en fin d'après-midi à une opération portes ouvertes du siège de la rue de Solferino.

Au programme de cette journée de débats conclue par une intervention de Laurent Fabius, trois thèmes : "Le PS dans la campagne législative", "Le monde est trop dur pour le laisser à la droite" et "Les propositions du PS". Les responsables socialistes nationaux pourront avoir ainsi un échange direct avec la salle. Objectif de ce premier temps fort de la campagne : armer intellectuellement les militants et regonfler le moral des troupes. Car, après une année 1992 particulièrement pénible pour les socialistes, il est nécessaire de fixer quelques repères, de bien cadrer les enjeux du prochain scrutin et d'insuffler une pugnacité qui ne sera pas superflue au cours des prochaines semaines. "Battons-nous au coude à coude", lançait Laurent Fabius dans sa dernière lettre aux militants. Les fédérations viennent d'être dotées d'un important matériel qui leur permettra de faire campagne sur le terrain dès les prochains jours : un tract tiré à deux millions d'exemplaires sur les bilans comparés de la droite et de la gauche, le contrat de législature, une affiche tirée à 750.000 exemplaires "Le monde est trop dur pour le laisser à la droite". Une deuxième vague publicitaire est à l'étude pour le mois de février.

Enfin, sous la houlette de Pierre Bérégovoy, la majorité présidentielle, regroupée dans "l'alliance des Français pour le progrès", devrait se mettre aussi en campagne très prochainement. François Mitterrand a exhorté son gouvernement, qui a enregistré le retour de Bernard Tapie au ministère de la Ville, à valoriser le bilan de la gauche. Enfin, Jacques Delors et son club "Témoin" organiseront, les 15 et 16 janvier à Paris, un colloque sur le thème "Actualité et promesses de la social-démocratie" auquel participeront les principaux responsables de partis et de gouvernement sociaux-démocrates européens. Autant dire que, sous les formes les plus variées, les socialistes ont déjà pris leurs marques dans la campagne qui s'engage.

Jean-Pierre Bedeï

bonne année, bonne campagne !

Avec ce numéro 170, "Vendredi" entame sa cinquième année d'existence et son équipe est heureuse de vous présenter ses vœux chaleureux pour 1993.

Si tous les auspices s'accordent à prévoir une année noire pour la gauche française et le Parti socialiste en particulier, il n'est pas question, pour autant, de nous laisser aller à quelque défaitisme ou désespoir.
Le plus dur est de résister à une défaite prévue, annoncée, programmée et même quelquefois dégustée par avance, pour se battre avec conviction et détermination. Malgré cette énorme tempête médiatique, les socialistes se mobilisent dès cette semaine. Les affiches vont refleurir et les réunions vont reprendre.
D'abord parce que nous avons un bilan plus qu'honorable à présenter aux Français, à condition de le rappeler systématiquement et pédagogiquement, ce que nous ferons thème par thème, semaine après semaine, d'ici aux 21 et 28 mars. Ce bilan est d'abord important dans le domaine social, il est aussi essentiel dans les réformes de société et la modernisation des structures fondamentales du pays comme de son état de droit (lire pages 6 et 7, le bilan de la dernière session parlementaire). Il est aussi l'avenir, c'est-à-dire l'Europe.
Ensuite, parce que la droite se présente aujourd'hui, à la porte du pouvoir, avec un programme indéchiffrable voire inexistant, à entrées multiples et à personnalités diverses. Un programme qui laisse une part large à l'improvisation, si l'on en croit les contradictions entendues très récemment sur la politique économique et le franc.
Un programme qui cherche son inspiration dans des pays où la droite essuie des échecs patents depuis des mois *(voir pages 10 à 14)* et où la population la plus fragile se trouve dans des situations critiques proches de la pauvreté sans la solidarité institutionnalisée qui existe dans les social-démocraties européennes.
Un programme qui, si l'on en croit certains livres comme celui d'Alain Peyrefitte, "La France en désarroi", fait la part belle aux penseurs de l'extrême droite. Ainsi, pour répondre au drame du chômage croissant avec la crise internationale, le président du comité éditorial du "Figaro" n'hésite pas à écrire : "Le chômage est apparu parallèlement aux arrivées massives d'immigrés. (...) Une bonne part des 4,5 millions de chômeurs réels au 31 décembre 1991 pourraient trouver des emplois si ceux-ci n'étaient pas occupés par des immigrés." Ce qui s'appelle dresser les Français les uns contre les autres, avec une bonne chance de provoquer des incidents graves comparables à ceux d'Allemagne. Bravo, monsieur l'académicien... Mais non, décidément non, votre conception de la France n'est pas la nôtre.

Lyne Cohen-Solal

ACTUALITE ET PROMESSES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

COLLOQUE ORGANISE PAR "TEMOIN"
(PRESIDENT, FRANÇOIS HOLLANDE)
AUTOUR DE QUATRE TABLES RONDES

- **"POUR UNE NOUVELLE CROISSANCE CREATRICE D'EMPLOIS"**
avec John Smith (leader du Parti travailliste britannique), Ingrid Matthäus-Maier (RFA), Giorgio Ruffolo (Italie), Michel Rocard, Pierre Moscovici.
- **"LES FINALITES SOCIALES"**
avec Franz Steinkübler (IG Metall), Antonio Gutteres (Portugal), Poul Nyrup Rasmussen (Danemark), Martine Aubry, Laurent Fabius, Jean-Paul Planchou.
- **"LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE POLITIQUE"**
avec Willy Claes (Belgique, président du PSE, Parti des socialistes européens), Piet Dankert (Pays-Bas), Björn Engholm (président du SPD), Jacques Poos (Luxembourg), Franz Vranitzky (chancelier fédéral d'Autriche), Jean-Pierre Cot, Elisabeth Guigou, Pierre Joxe, Pascal Lamy.
- **"LE NOUVEL ORDRE MONDIAL"**
avec Felipe Gonzalez (président du gouvernement espagnol), Gro Harlem Bruntland (premier ministre de Norvège), Roland Dumas, Lionel Jospin, Alexandre Adler.
Interventions en forme de conclusion de Pierre Mauroy, le vendredi 15, et Jacques Delors, le samedi 16.

15 janvier de 14 à 19h et 16 janvier de 8h30 à 13 h,

Maison de la Chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007-Paris. ☎ 45.22.83.55

Fidèles au message de la gauche

Au seuil de cette campagne et de l'année nouvelle, certains s'interrogent sur la place du PS et sur ses thèmes. Le PS n'est évidemment pas seul dans la majorité actuelle, mais il en est -chacun le sait- l'élément central. Beaucoup, la plupart des candidats de la majorité, sont socialistes. La place du PS ne sera donc ni exclusive, ni arrogante, mais centrale, et nous mènerons la campagne au coude à coude avec le premier ministre. Toutes les énergies seront ainsi rassemblées.
Quant à nos propositions, à nos thèmes, là aussi notre choix est clair : le PS restera fidèle au message profond de la gauche. Nous protègerons les acquis sociaux, le service public, la sécurité des citoyens, l'environnement. Nous refuserons les régressions que propose la droite. Nous insisterons sur la nécessité des réformes : travail et emploi, démocratisation des institutions, coresponsabilité des salariés dans les entreprises, Education nationale pour assurer pleinement l'égalité des chances.
Nous serons donc fidèles à nos valeurs : liberté, solidarité, laïcité. Fidèles ne veut dire ni passéistes ni refermés sur nous-mêmes : nous serons ouverts à l'Europe et au monde qui vient, nous souhaitons l'alliance des Français pour le progrès. Le souffle de renouveau que nous appelons de nos vœux se conjuguera donc avec la fidélité à nos convictions de gauche.

Très bonne année et chaleureusement.

Laurent Fabius

ORGANIGRAMME DE CAMPAGNE

L'organigramme du conseil de campagne du PS pour les élections législatives a été approuvé par le bureau exécutif. Présidé par Laurent Fabius, il comprend notamment les membres du BE auxquels se joignent M. Rocard, J. Delors, J. Poperen, J.-P. Chevènement et J.-L. Mélenchon. La direction de la campagne est confiée à C. Pierret secondé par F. Hollande et A. Richard. De nombreux responsables du PS complètent ce dispositif qui couvre tous les secteurs d'activité du Parti.

au Parlement, réf et progrès sociau

La dernière session de la 9e législature a été riche et a permis sur bien des points la modernisation de notre législation. Au moment où les députés élus en 1988 reviennent devant leurs électeurs, nous établissons le bilan de leurs trois derniers mois de travail.

MODERNISER NOTRE DROIT ET NOS INSTITUTIONS

LA REFORME DU CODE PENAL

Elle permet à celui-ci de devenir un outil de répression efficace à l'encontre des nouvelles formes de criminalité. La délinquance économique, l'atteinte au milieu naturel, la criminalité organisée sont plus sévèrement punies. La hiérarchie des délits et des peines est reconstituée et les principes fondamentaux réaffirmés.

LA REFORME DU CODE DE PROCEDURE PENALE

Complément indispensable à la réforme du Code pénal, elle donne davantage de réalité à la présomption d'innocence et à la protection des libertés individuelles depuis la garde à vue jusqu'à la fin de l'audience.

MIEUX ASSOCIER LE PARLEMENT A L'ELABORATION DES ACTES COMMUNAUTAIRES

Un nouvel article a été inséré dans notre loi fondamentale à l'initiative des parlementaires : une première solution au "déficit démocratique" souvent mis en avant lorsqu'on évoque la construction européenne. Moraliser le financement de la vie politique : réduction du montant des dépenses autorisées pour les élections législatives.et organisation de la transparence totale des dons des entreprises.

REFORME DE LA LEGISLATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

- Ouverture progressive à la concurrence tout en réaffirmant la notion de service public.
- Meilleure information des familles.
- Moralisation de ce secteur d'activité.

DES LOIS POUR LES DOM-TOM

Ratification d'ordonnances prises dans des domaines aussi divers que l'aide juridictionnelle, la procédure pénale.
Dispositions modernisant le droit du travail (lutte contre le travail clandestin...).

FAMILLE ET DROITS DE L'ENFANT

Adoption d'une loi relative à l'état civil, la famille, aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales.
A l'initiative du groupe socialiste, le principe de l'autorité parentale conjointe est généralisé. L'audition de l'enfant en justice et celle de son avocat, lorsque ses intérêts sont différents de ceux de ses parents, a trouvé une solution satisfaisante pour tous.

DEVELOPPER LA SOLIDARITE

CREATION D'UN FONDS DE SOLIDARITE VIEILLESSE

- Il concerne le partage, au sein des dépenses de retraites, entre celles relevant de la solidarité nationale (transférées au fonds de solidarité vieillesse) et celles repondant à une logique d'assurance collective.
- Création de l'allocation "autonomie indépendance", quatrième prestation sociale qui constitue une nouvelle étape de solidarité en faveur des personnes âgées.

DANS LES DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL (DMOS) LE GROUPE SOCIALISTE A VOTE

- La reconnaissance, pour toute personne qui vit depuis au moins un an avec l'assuré social, de la qualité d'ayant-droit pour les prestations en nature des assurances maladie et maternité.
- Le maintien dans les lieux de toute personne partageant depuis au moins un an un logement avec un locataire en cas de décès de celui-ci.
De plus, les locataires, en cours de bail, d'hôtels meublés ou d'immeubles devant être démolis sont mieux protégés par des conventions de relogement.
- L'amélioration de la protection sociale des veuves.

MORALISER LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET AMELIORER L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

REDUCTION DES DELAIS DE PAIEMENT ENTRE LES ENTREPRISES

Ces mesures accompagnent les négociations lancées dans les branches professionnelles.

RELATIONS ENTRE LES TRANSPORTEURS ROUTIERS DONNEURS D'ORDRE ET LEURS SOUS-TRAITANTS

Ce projet de loi prévient les comportements abusifs dans les relations de sous-traitance dans un secteur où les routiers font souvent les frais d'une compétition sauvage entre patrons.

NOMBREUSES DISPOSITIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE DE LA VIE ECONOMIQUE

- Des règles de transparence tarifaire plus précises pour le secteur des services.
- Les rôles des différents acteurs du secteur publicitaire clarifiés.
- Les procédures de décision en matière d'urbanisme commercial améliorées.
- Une obligation de publicité et de mise en concurrence instituée pour les concessions de service public.
- Les transactions immobilières des opérateurs publics rendues plus transparentes et l'activité des marchands de biens est réglementée.

ormes

x

ASSURER L'EMPLOI, REPENSER LE TRAVAIL

PROJET DE LOI RELATIF A L'EMPLOI, AU DEVELOPPEMENT DU TRAVAIL PARTIEL ET A L'ASSURANCE-CHOMAGE

• Développement du travail partiel avec un abattement de 30% des charges sociales patronales pour encourager l'embauche à temps partiel.
• Mesures garantissant les libertés des salariés (embauche et recrutement).
• Transposition législative de l'accord UNEDIC du 18/7/92.

DANS LES DMOS

• La procédure de licenciement économique sera désormais "nulle et de nul effet tant qu'un plan visant au reclassement des salariés, s'intégrant au plan social, n'est pas présenté par l'employeur aux représentants du personnel, qui doivent être réunis, informés et consultés."
• Renforcement de la protection des femmes enceintes salariées.
• Amélioration du système de reconnaissance des maladies professionnelles.

PROTEGER NOTRE ENVIRONNEMENT

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES PAYSAGES

• Création des directives paysagères.
• Création d'un volet paysager dans le POS et dans les permis de construire.
• Intégration de la préoccupation paysagère dans la procédure de remembrement.

LUTTE CONTRE LE BRUIT

• Réglementation des matériels et activités bruyants.
• Amélioration de normes de bruit en ce qui concerne les infrastructures.
• Instauration d'une taxe pour l'aide aux riverains des aéroports.

AMENAGEMENT DES COURS D'EAU

• La Loire : les députés socialistes ont travaillé activement au sein de la commission d'enquête sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son débit et la protection de son environnement.
• Le Petit-Saut (Guyane) : travaux de la mission d'information sur la déforestation qui précéderait la mise en eaux du barrage EDF.
• Biocarburants.
Détaxation partielle pour encourager l'utisation de cette énergie propre.

MOBILISER POUR LA SANTE

RELATIONS ENTRE LES PROFESSIONS DE SANTE ET L'ASSURANCE MALADIE

• Accord conclu le 14 octobre 1992 entre les trois caisses d'assurance maladie et les trois syndicats représentatifs de médecins.
• Chaque année, un "objectif prévisionnel d'évolution des dépenses de santé" devra être respecté par le corps médical.
• Codage des actes pour mieux connaître la pratique médicale des médecins.

PROJET DE LOI RELATIF A LA PHARMACIE ET AU MEDICAMENT

SECURITE EN MATIERE DE TRANSFUSION SANGUINE ET DE MEDICAMENTS

• Réaffirmer les principes éthiques (bénévolat et consentement du donneur, anonymat du don, caractère non lucratif du recueil et de la transformation du sang).
• L'Agence française du sang, créée en mai 1992, devient un établissement public de l'Etat.
• Création d'un comité de sécurité transfusionnelle.
• Création d'une agence du médicament.

TROIS PROJETS DE LOI RELATIFS A LA BIOETHIQUE

• Le projet de loi relatif au corps humain et modifiant le Code civil énonce les principes du statut juridique du corps humain et de l'éthique biomédicale : le corps humain est indisponible et inviolable.
• Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée (PMA) et modifiant le Code de santé publique.
• Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé.

DANS LES DMOS

• Sanction contre les personnes qui perturbent l'accès aux services hospitaliers où sont pratiquées les IVG. De plus, le groupe socialiste a déposé et voté, en première lecture, un amendement supprimant la pénalisation de l'auto-avortement.

AU COURS DE CETTE SESSION, LE PARLEMENT A EGALEMENT VOTE LE BUDGET 1993

On retrouve dans ce budget les priorités du gouvernement et du groupe socialiste.
• Education (+ 7,2%, + 10.000 emplois ; crédit d'impôt pour frais de scolarité).
• Logement (le nombre de logements locatifs atteint son plus haut niveau depuis 1981 avec 90.000 PLA, 35.000 PAP, 200.000 Palulos).
• Emploi (+ 5,3%, 87,7 MDF consacrés à l'emploi), jeunesse et sport, agriculture (+ 6,35%), anciens combattants...

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

Xavier de la Fournière est mort en prison. Moins d'un mois après son inculpation pour escroquerie, faux et usage de faux, abus de confiance et abus de biens sociaux, le financier du giscardisme a succombé, à Fresnes, à une crise cardiaque consécutive à une embolie pulmonaire, selon l'autopsie pratiquée à la demande du parquet de Créteil. Celui-ci a ouvert une information judiciaire pour établir les causes de la mort de l'ex-agent de change qui affirmait avoir financé les campagnes présidentielles de Giscard d'Estaing, ce que ce dernier avait démenti.

Prochains "Entretiens de Solferino" : "Banlieue, entre la crise et l'espoir", avec Didier Lapeyronnie, sociologue, et Julien Dray, député de l'Essonne. Le 19, de 20 à 22 h, salle M.-T.-Eyquem, 10 rue de Solferino. ☎ 45.56.78.68.

A Strasbourg, le procureur de la République ouvre quatre informations judiciaires distinctes à la suite de la découverte, depuis fin novembre, d'une série de profanations et d'une tentative d'incendie contre une synagogue, deux cimetières et un centre communautaire.

La Légion d'honneur du docteur Garretta. Un lecteur, Marc Roux, de Bagnols-sur-Cèze, nous signale que, à en croire "VSD" (n° 791), sa croix lui aurait été remise par le président de la République. Rappelons et précisons bien que le ruban rouge du docteur Garretta lui a été remis, et en grande pompe, le 14 mars 1990, par le professeur Loygue, président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine et adjoint UDF au maire de Paris, homme resté discret.

démocratisation et soutien scolaire

Soutien, petits cours... et s'il fallait désormais autre chose que l'école pour réussir à l'école ? C'est ce qu'observe le sociologue Dominique Glasman (1) qui travaille depuis plusieurs années sur les quartiers défavorisés de Saint-Etienne.

Le soutien scolaire a explosé au cours de la décennie 80. Cela signifie-t-il que l'école ne remplit pas sa mission ?
L'école ne s'est pas suffisamment dotée des moyens nécessaires pour faire travailler les élèves. A cette relative carence s'ajoute dans toutes les catégories sociales une angoisse parentale profonde à l'égard de la scolarité. Dès qu'un plus est offert, on le prend. Dans les quartiers défavorisés, ce plus, c'est le soutien scolaire. Les parents y envoient d'autant plus leurs enfants qu'ils ont le sentiment de ne pas pouvoir eux-mêmes les aider. Dans les milieux privilégiés, cette demande prend la forme des cours particuliers payants.

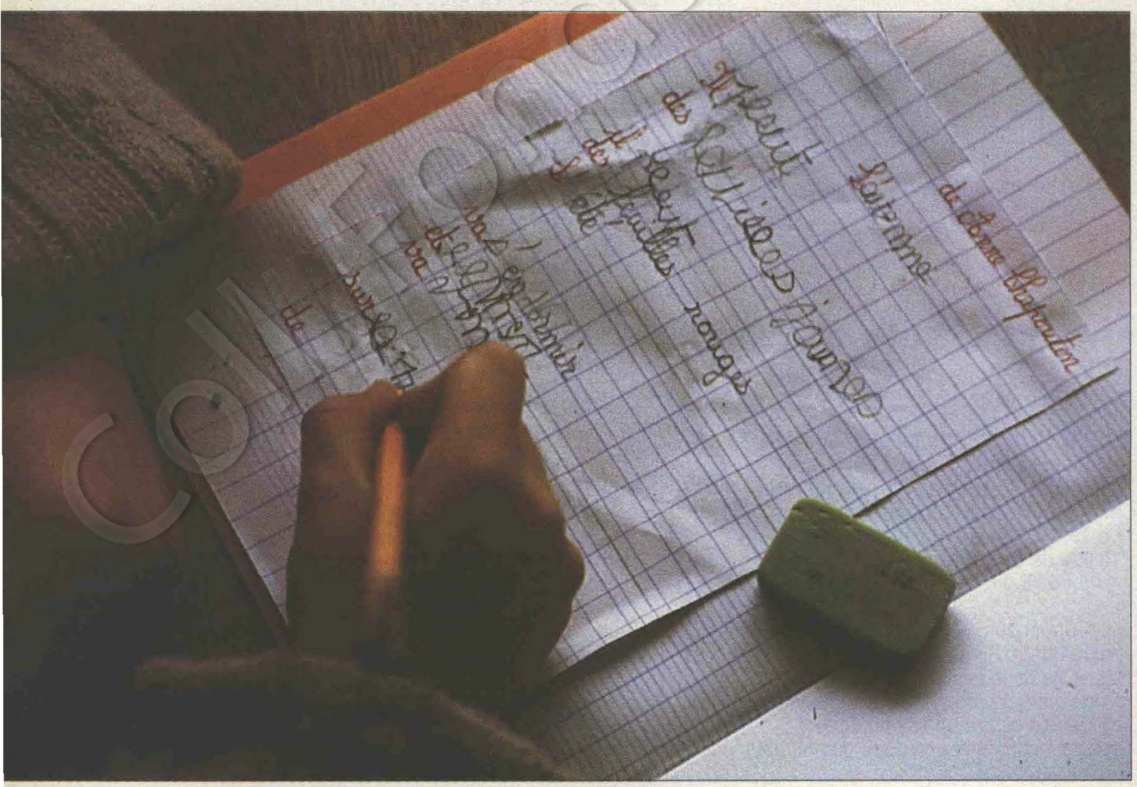
Qu'est-ce qui rend le soutien nécessaire dès l'école primaire ?
Jadis, il n'existait pas de structure de soutien, mais l'échec scolaire n'avait pas les conséquences qu'il présente aujourd'hui. Ceux qui ne réussissaient pas à l'école la quittaient et trouvaient un emploi dans l'exploitation, le commerce familial, dans une entreprise comme ouvrier spécialisé. L'échec scolaire est quantitativement moins important qu'avant -100.000 jeunes sortent sans diplôme de l'école contre 250.000 il y a vingt ans- mais il est beaucoup plus lourd de conséquences sociales, professionnelles.

Le soutien scolaire est-il efficace ?
Comme beaucoup de dispositifs de lutte contre l'échec, dans ou hors de l'école, il bénéficie essentiellement à ceux qui sont juste en-dessous du niveau requis, pas à ceux qui sont en échec grave. Mais c'est le cas, me semble-t-il, de tous les dispositifs sociaux qui profitent surtout à ceux qui sont les plus aptes à les demander, à faire reconnaître leurs droits. Les HLM ont, dès l'origine, profité davantage aux classes moyennes qu'aux plus démunis.

Les familles, pour lesquelles les structures de soutien sont mises en place, se désintéressent-elles de l'école ?
Sûrement pas. Même dans les familles en très grande difficulté existe une très forte attention à l'école, et plus précisément à la scolarité de leurs enfants. Certaines essaient de toutes leurs forces d'aider les enfants. Avec leurs moyens, comme cette mère illettrée qui fait lire son enfant tout haut et contrôle par le rythme de la lecture : "Je ne sais pas lire, mais je comprends le français, explique-t-elle. Quand la phrase est coupée, qu'elle ne veut rien dire, je sais qu'il lit mal." Cette autre encore, qui ne sait pas lire et prend sa petite fille de cours préparatoire sur ses genoux pour lui montrer à quel point elle a envie qu'elle sache lire. On ne peut pas dire que ces parents-là ne s'intéressent pas à l'école ! Ils lui font une confiance immense, tiennent à ce que leurs enfants obéissent au maître, arrivent à l'heure... D'autres familles sont dans des situations de précarité telles qu'elles n'arrivent pas à regarder le présent, encore moins l'avenir, pas même celui de leurs enfants.

Cours privés payants, soutien dans les banlieues, vont-ils continuer à se développer ?
L'extraordinaire développement du marché périscolaire pose une question fondamentale à l'école : ne faut-il pas aujourd'hui autre chose que l'école pour réussir à l'école ? Longtemps, l'école ressentait le soutien en termes de concurrence. Aujourd'hui, la relation est plus sereine. Les enseignants se rendent compte qu'un certain nombre d'enfants ont besoin de cet appui pour être en règle avec l'école. L'idée qu'on n'apprend pas qu'à l'école a beaucoup avancé. C'est le côté positif. Mais il y a aussi un côté négatif : l'institution scolaire ne se résigne-t-elle pas à ce que ce ne soit plus d'abord au service public d'assurer les conditions de la réussite scolaire ? Encourager les initiatives locales a abouti à ce que beaucoup de moyens investis pour la réussite scolaire le soient en dehors de l'école. Le soutien est souvent assuré par des moniteurs rémunérés grâce à des financements publics. Parallèlement, l'école manque de moyens pour aider les enfants en difficulté... Quant au soutien non financé par le public, il est, dans les quartiers, souvent assuré par des bénévoles. D'un point de vue de citoyen, est-il acceptable que quelque chose de l'ordre du droit -l'aide à la réussite- soit assuré sur un mode caritatif pour les familles défavorisées, ou payant, dans le cas des cours particuliers, pour les plus aisés ?

Propos recueillis par P.J.



(1) Dans "L'Ecole hors l'école", ESF.

l'hiver des sans-abri : des solutions d'accueil existent

L'hébergement d'urgence des personnes sans abri est une péoccupation quotidienne du gouvernement comme des associations caritatives. Malgré tout, le froid a tué huit personnes en ce début de janvier.

La vague de froid qui s'est abattue sur notre pays la semaine dernière a fait au moins huit victimes et, une fois de plus, mis l'accent sur les difficultés concernant l'hébergement d'urgence des personnes sans abri. Le fait qu'il y ait encore aujourd'hui des hommes et des femmes qui meurent de froid est inacceptable et les associations caritatives ont lancé un véritable cri d'alarme. Pourtant, l'hébergement d'urgence des personnes sans abri est pris en compte quotidiennement, et tout au long de l'année, par les services de l'Etat et les collectivités locales. Il existe actuellement, en France, 35.000 places d'accueil en centre d'hébergement pris en charge par l'Etat et les associations. Dans chaque département, les préfets se sont vus notifier, depuis plusieurs mois déjà, les moyens dont ils disposent pour faire face aux besoins, y compris pendant la période hivernale. En outre, de nombreuses communes ont pris des initiatives ponctuelles. Des solutions partielles existent donc.

DES CHIFFRES ET DES NUANCES

On constate une véritable confusion entre les personnes mal logées et celles réellement sans abri. Les SDF (sans-domicile-fixe) sont les plus difficilement identifiables car, souvent, à l'écart des circuits sociaux. Le nombre de 400.000 avancé par les associations caritatives est excessif. Selon le ministère des Affaires sociales, il y en aurait seulement plusieurs milliers, essentiellement concentrés en région parisienne. Entre les différentes structures des bureaux d'aide sociale, des associations, des centres... l'Ile-de-France compte plus de 5.000 places d'hébergement. Dans la nuit du 3 au 4 janvier, René Teulade, ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, s'est rendu dans les centres et a constaté qu'il restait près de 500 places disponibles. Visiblement, l'information passe mal auprès des sans-abri. Pour y remédier, le ministère a pris aussitôt des mesures telle que la mise en place d'un numéro d'appel gratuit (05.02.24.24) pour renseigner les personnes en difficulté. La RATP, qui a ouvert la station de métro désaffectée Saint-Martin, a informé, par haut-parleurs, sur les quais, des places disponibles recensées quotidiennement par la préfecture d'Ile-de-France. En outre, tous les jours, depuis début décembre, en liaison avec l'armée du Salut et le centre d'accueil de Nanterre, elle distribue de la nourriture et, chaque soir, conduit en bus une centaine de sans-abri à Nanterre. Jack Lang, ministre de l'Education nationale, a demandé aux recteurs d'ouvrir la nuit les locaux scolaires. Une proposition qui ne fit pas vraiment l'unanimité dans le milieu enseignant.

Enfin, le plan d'urgence lancé fin novembre en direction des sans-abri par Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au Logement, permettra, entre autres, de réquisitionner, fin janvier, trente-cinq logements à la ville de Paris et la mise à disposition par des administrations ou des entreprises publiques de quatre-vingt dix logements à Paris et quatre-vingts en banlieue.

C.L.

UNEDIC

SAUVER LES MEUBLES

Mercredi, partenaires sociaux et pouvoirs publics se réunissaient à nouveau pour essayer de sauver l'UNEDIC du naufrage. La perfusion tentée par l'accord du 18 juillet a échoué.

Avant ce mercredi, une seule chose était sûre : la baisse des cotisations chômage, initialement prévue pour le 1er janvier, est reportée. Les salariés continueront à verser 2,07% et les employeurs 3,63%. Cet ajournement suffira-t-il à sauver l'UNEDIC ? Sûrement pas. Selon les derniers chiffres publiés, le déficit d'exploitation cumulé pour 1991 et 1992 atteint 23,9 milliards de francs. L'addition de 1993 sera, vraisemblablement, encore plus lourde. Le CNPF, qui avait consenti en juillet une hausse des cotisations, a déjà prévenu qu'il ne mettrait pas un sou de plus : il demande "un aménagement des prestations" ou le concours de "la solidarité nationale".

L'Etat doit assumer le coût financier des mesures qui sont de sa responsabilité", tous les partenaires sociaux sont d'accord sur ce point. Sont visés, en priorité, les contrats emploi-solidarité, les CES, financés en grande partie par l'Etat pour favoriser des embauches temporaires dans les collectivités territoriales, les associations et les entreprises publiques : pris en charge par l'UNEDIC à la fin de leur contrat, ils ont été deux fois plus nombreux que prévu. Et ce n'est qu'un exemple, parmi d'autres, des charges supplémentaires qu'a dû supporter l'UNEDIC, à un moment où l'augmentation du chômage laminait les cotisations, donc ses sources financières.

M.G.

BREF... EN BREF... EN

■ **Le RMI, perçu par 550.000 personnes, a été revalorisé de 1,3% au 1er janvier. Il s'élève désormais à 2.253 F par mois pour une personne seule, 3.379,50 F pour un couple, plus 675,90 F pour chaque enfant, portés à 901,20 F à partir du troisième enfant.**

■ Les Compagnons du devoir du tour de France ouvriront leurs portes du 30 janvier au 7 février. Ils se fixent pour objectif de réhabiliter aux yeux des jeunes les métiers de spécialistes comme les maçons, les tailleurs de pierre, les charpentiers.

■ **Le 28 janvier sera une "journée de la solidarité". René Teulade en a confié l'organisation à un comité de parrainage composé d'une soixantaine d'associations.**

■ 2.971.000 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE fin novembre. La hausse est de 1% sur un mois, de 4,9% depuis le 1er janvier 1992 et de 5,1% sur les douze derniers mois.

■ **Les établissements de 50 salariés et plus ont moins recruté au deuxième trimestre de 1992. La baisse touche tous les secteurs, et plus particulièrement le bâtiment et le génie civil et agricole.**

■ L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 0,7% au cours du troisième trimestre 1992. Son augmentation est de 3,8% sur un an, alors que les prix progressaient de 2,3% hors tabac et le SMIC de 4,3%.

■ **Le gouvernement a décidé de prolonger l'exonération à l'embauche du deuxième et du troisième salarié jusqu'au 31 décembre 1993. 3.440 embauches ont d'ores et déjà été ainsi réalisées depuis sa mise en place au deuxième trimestre.**

■ Pourquoi l'opposition est-elle absente de la commission d'enquête parlementaire sur la transmission du sida ? Etrange boycott de la part d'une droite qui prétend se battre pour faire toute la vérité sur le drame du sang contaminé. "Nous serions très heureux que l'opposition nous rejoigne", ne cesse de répéter Bernard Derosier, président de la commisssion. Quelles obscures tactiques politiciennes l'empêchent-elles donc d'être entendu du RPR et de l'UDF ?

■ **76% des parents de collégiens souhaitent que leurs enfants poursuivent leurs études jusqu'à 20 ans contre 3% jusqu'à 16 ans. Si les parents diplômés sont plus favorables à la poursuite d'études supérieures pour leurs enfants (87,2%), près de la moitié de ceux qui n'ont pas fait d'études partagent cette aspiration.**

■ Comme chaque année, la Jeunesse au Plein Air (JPA) organise dans les établissements scolaires publics sa campagne pour permettre aux enfants défavorisés de partir en vacances. Elle se déroulera du jeudi 21 janvier au dimanche 7 février.

LA SOLUTION DU PARTAGE DU TRAVAIL (SUITE)

nos lecteurs réagissent, s'expriment et débattent

REVENU SOCIAL POUR TOUS

"D'accord pour poser la question iconoclaste : l'émancipation ne serait-elle pas affaire de revenu social minimal pour tous, qui permette à chacun de choisir ses formes d'activité ? Et le premier mot est capital : émancipation... Il y a du socialisme dans ce mot. Il faut poursuivre l'analyse : ce que peut être ce RME (revenu minimal d'émancipation), faire l'analyse des blocages de notre société, ouvrir des pistes pour faire sauter ces blocages."

J.-P. GUILLEMIN - TOURNON (07)

SUS AUX CUMULS

"Les cumuls, les doubles emplois, doivent faire l'objet d'un sérieux contrôle, d'une grande réforme. Un couple ayant un double emploi et qui gagne plusieurs fois le SMIC doit faire l'objet d'une étude sérieuse : avec peu de charges, un salaire et un mi-temps suffisent. Une mère de plusieurs enfants ne doit plus travailler à plein temps, un mi-temps doit lui suffire si son mari travaille. Il faudra quand même lui assurer un minimum de retraite et de couverture sociale. Tout cela doit amener la création de millions de mi-temps, bien entendu à long terme."

EUGENE MAZZOLENI - TARASCON (09)

LES FEMMES ET LE TRAVAIL

A. Guilloux préconise d'attribuer aux mères de famille qui travaillent une allocation qui leur permettrait de s'occuper de leurs enfants et de leur foyer. "Pour celles qui en manifesteraient le désir, évidemment. Il est probable qu'il y aurait des dizaines de milliers de candidates. Ce qui libérerait nombre d'emplois et permettrait ainsi la réinsertion de chômeuses qui se morfondent dans une triste inactivité. Pour l'Etat, en fin de compte, il n'est certainement pas plus onéreux d'indemniser des mères que des oisives. Mais on entend déjà les arguments archaïques. Vous voulez revenir au bon vieux temps, autrement dit au fameux travail, famille, patrie de triste mémoire. Pas aussi simple. Dans nos sociétés devenues très complexes, il faut se garder de généraliser. Il est certain qu'au XXe siècle, le travail des femmes a permis à beaucoup d'entre elles une libération incontestable. Mais pas pour toutes."

ROBERT BUISSON - LYON (69)

UTILISER TOUTES LES COMPETENCES

"Personne n'a jamais dit qu'il fallait renvoyer toutes les femmes à leur cuisine, à leurs marmots. Nous savons bien qu'il y a de nombreuses femmes célibataires qui doivent vivre, et des compétences qu'il serait regrettable de ne pas utiliser, tout comme chez les hommes."

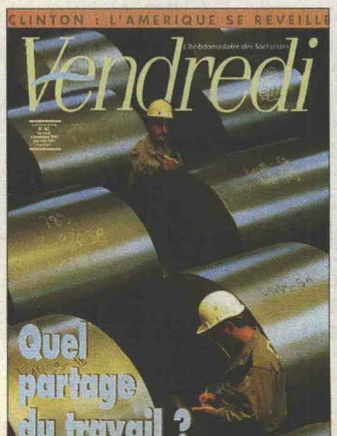
A. FATOUX - TOURS (37)

SALAIRE FAMILIAL

"Supprimons les allocations familiales et les congés parentaux, instituons un salaire familial dont le montant sera égal au SMIC et qui sera versé à l'un des deux conjoints (aussi bien l'homme que la femme) qui restera au foyer pour s'occuper des enfants, de la naissance du premier enfant jusqu'à la fin des études du plus jeune, si les parents sont civilement mariés. Ce salaire sera imposable, ce qui aura pour effet de le moduler en fonction du nombre d'enfants et du revenu.
Les cadres travaillent de 45 à 60 heures par semaine, gagnent de cinq à dix fois le SMIC. Il est possible de partager ce travail et ces revenus par l'application aux cadres de la législation du travail en matière d'heures suplémentaires (paiement majoré et récupération)."

HENRI PARATON - GRENOBLE (38)

Le dossier du numéro 162 sur le partage du travail nous a valu une avalanche de lettres. Aux premières que nous avons publiées ont succédé des réponses et celles-ci, aussi, ont suscité des réactions. Une chose est sûre : les femmes ne veulent pas être les victimes du partage du travail. "Vendredi" donne la parole à ses lecteurs. Cette page en témoigne : le partage du travail est bien au cœur des préoccupations des socialistes et sera un des thèmes forts de la campagne pour les élections législatives.



DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL

"Vous hurlez, mes camarades, lorsque Le Pen veut renvoyer les immigrés chez eux. Vous avez la même attitude en prônant le retour des femmes au foyer, ces immigrées de l'intérieur. Et, bien sûr, comme vous sentez la résistance des femmes, vous faites appel à la Mère et invoquez l'intérêt des enfants. Les enfants ont-ils besoin de leur mère ? Oui, mais ils ont besoin aussi de leur père.
La solution ne serait-elle pas la diminution du temps de travail pour les hommes et pour les femmes qui permettrait le partage du travail professionnel, le partage des activités de la sphère privée ? Le temps partiel serait ainsi proposé aux étudiants, aux jeunes couples, et comme transition à la retraite, en attendant que ce temps partiel devienne le temps normal puisque le nombre d'heures travaillées diminue et qu'il faudra bien, un jour, le partager si on ne veut pas voir se pérenniser la société duale. Partage entre les actifs et les chômeurs, mais aussi entre les hommes et les femmes."

JOSETTE IMBERT - VILLEURBANNE (69)

PARTAGER TOUS LES REVENUS

"Partager le travail ? Oui, mille fois oui ! Comment ? En partageant les revenus, ceux du travail et... les autres, c'est-à-dire les revenus de l'épargne, ceux du capital, ceux des SICAV de trésorerie, ceux des retraites, etc."

JACQUES HEURTAULT - NOGENT-SUR-MARNE (94)

POUR UN STATUT DE L'ELU

"Des solutions me semblent possibles pour un partage du travail en créant un statut de l'élu associatif, comme il en existe un pour le représentant syndical et, depuis peu, pour l'élu local. Car, dans de nombreux cas, surtout en milieu rural, faute de combattants et de moyens, des gens se retrouvent en permanence au four et au moulin. Ces gens-là y consacrent beaucoup de leur temps et de leur argent (téléphone, déplacements, réunions...), au détriment de leur vie familiale, de leurs loisirs. Donnons-leur les moyens de s'investir pleinement et de mener une vie normale (autorisations d'absence, compensation des pertes salariales, crédits d'heures)."

FRANÇIS POUJOL - SEVERAC-LE-CHATEAU (12)

ARGUMENTS

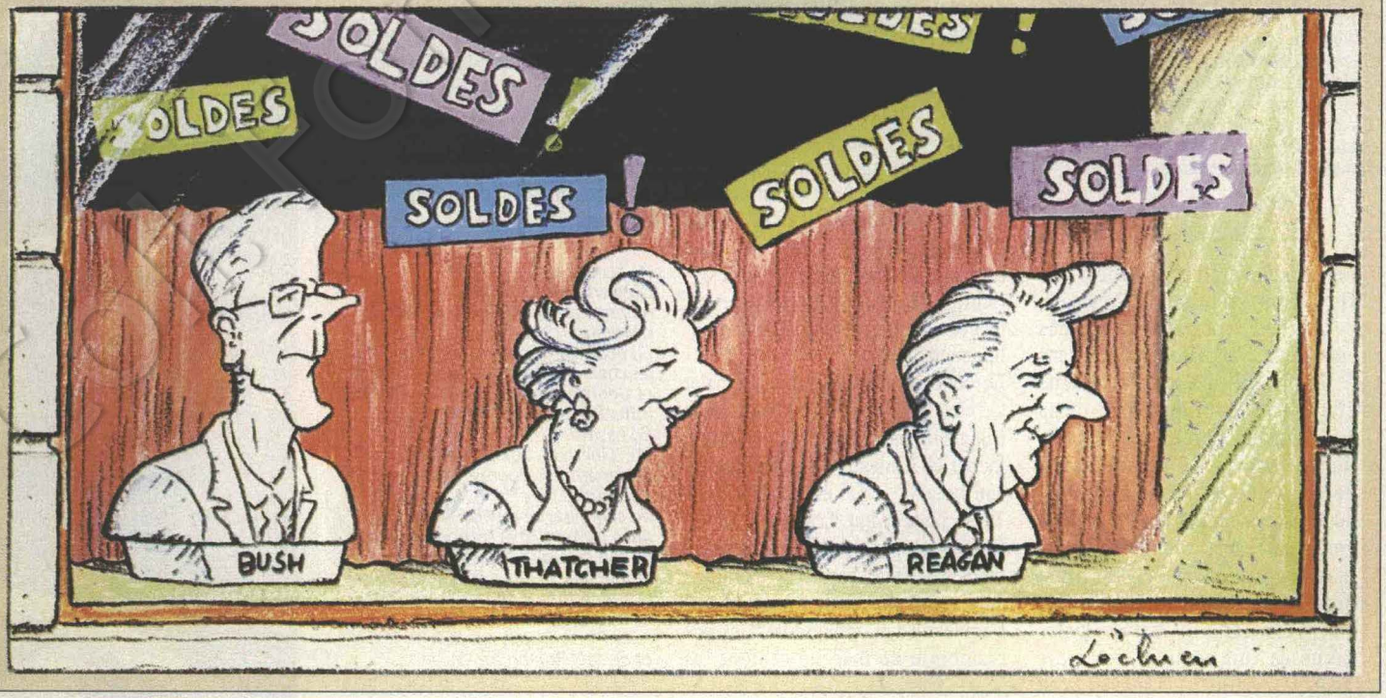
l'Echec des politiques libérales

Non contents de voir revenir comme un boomerang le social qu'ils avaient sciemment négligé, les tenants de l'ultralibéralisme ont perdu la bataille sur le terrain qu'ils s'étaient choisi, l'économique.

Dossier préparé par Bernard Chaouat

La sortie sans gloire de la livre sterling du SME pour cause de faiblesse chronique de l'économie et de la monnaie anglaise et la défaite de George Bush aux présidentielles américaines marquent le désaveu des politiques instituées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Gérard Lindeperg, lors de la journée des candidats socialistes du 13 décembre, en faisait le constat : "Qu'il s'agisse des années Reagan-Bush ou Thatcher-Major, le bilan économique est bien sombre." Et il ajoutait : "Au-delà des résultats économiques, c'est, bien entendu, toute une conception de la société qui est en cause. La mise en œuvre d'une telle politique aboutit à la dégénérescence de l'Etat et à une dramatique fracture sociale." Résultat qui explique, comme le soulignait Lionel Jospin, "qu'un certain air du temps, venant des Etats-Unis avec Clinton, ne soit pas particulièrement conservateur".

Au-delà de l'engouement que les médias francais manifestent pour le vainqueur, et qui se dissipera aux premières difficultés, la victoire du gouverneur de l'Arkansas sur des thèmes en rupture avec l'ultralibéralisme triomphant des années 80 marque bien un tournant. "L'animal politique complexe"(1) qu'est le



nouveau président des Etats-Unis ne se comprend pas sans la pluralité de ses héritages, rooseveltien, kennedyste et sudiste, ni sans ses années de formation de brillant élève de Yale et d'Oxford et son passé soixante-huitard assumé sans complexe pendant la campagne. L'homme ne pourra être jugé qu'à l'issue des quatre années de sa présidence, mais la réémergence d'idées progressistes que les penseurs ultralibéraux avaient cru mises sous le boisseau, elle, ne fait pas de doute. A force de célébrer le rouleau compresseur de l'ultralibéralisme, on a fini par oublier qu'il existait en Amérique d'autres écoles de pensées -et moins réactionnaires- que celle de Chicago (2).

Dans un livre important, "Deux siècles de rhétorique réactionnaire" (3), inspiré, selon ses propres termes, par "le sentiment du danger et la répulsion qu'il éprouvait à l'égard de l'offensive néoconservatrice", Albert O. Hirschman, professeur à Princeton, en conclut à la permanence des arguments avancés par les partisans de l'immobilisme social à chaque étape du "développement de la citoyenneté" : droits civils, politiques, sociaux. Le dernier avatar de ceux que Hirschman appelle néoconservateurs et que nous désignons en France comme ultralibéraux (4) est l'attaque contre l'Etat providence. Selon l'universitaire américain, cette offensive idéologique se fait au nom des trois mêmes thèses qui avaient présidé en leur temps à la contestation des libertés individuelles et du suffrage universel : celles de l'effet pervers, de l'inanité et de la mise en péril. "La première thèse pose que toute action qui vise directement à améliorer un aspect quelconque de l'ordre politique, social ou économique ne sert qu'à aggraver la situation que l'on cherche à corriger ; la deuxième, que toute tentative de transformation de l'ordre social est vaine, que, quoi qu'on entreprenne, cela ne changera rien ; la troisième, enfin, que le coût de la réforme envisagée est trop élevé, en ce sens qu'elle risque de porter atteinte à de précieux avantages ou de droits précédemment acquis", explique Hirschman.

Contre l'idée même de réforme

En jugeant tout programme contre la pauvreté comme intrinsèquement pervers, en dénonçant dans la protection sociale un système élaboré par les classes moyennes contre les pauvres et les riches, en mettant en avant "le péril que présentaient" les systèmes sociaux pour l'efficacité économique et la liberté, les ultralibéraux en appelaient à leur destruction, non à leur correction. La juste intuition de Hirschman est d'avoir vu que c'est à l'idée même de réforme que les ultralibéraux, en fait, s'attaquaient. Hirschman ne s'y trompe pas quand, parlant "des efforts déployés pour supprimer, réduire ou "réformer" telle ou telle dispositions de l'Etat-providence, il met "réformer" entre guillemets. C'est bien d'une contre-réforme qu'il s'agit, dont l'objet n'était pas d'étendre des droits mais de les réduire.

La déréglementation et la dérégulation de l'économie se fixait comme but un retour au laisser-faire d'un marché purifié de tout contrôle, de toute règle du jeu extérieure. Au regard d'un tel objectif, un concept et un acteur sont particulièrement gênants.

Le concept, c'est la justice sociale. Ce n'est peut-être pas un hasard si la trilogie du pape de l'ultralibéralisme, Friedrich Hajek, "Law, legislation and liberty", a été écrite de 1973 à 1979, juste avant l'intronisation de Ronald Reagan. L'un des principaux thèmes de cette œuvre est la critique de l'idéal de justice sociale qui semble à Hajek irréalisable dans une économie de marché et dont les conséquences lui apparaissent néfastes. L'acteur, c'est l'Etat qui se voit refuser un rôle de fixateur des règles du jeu social et, a fortiori, de réformateur de la société.

Le retour en force de l'Etat

Le déclin précipité de l'ultralibéralisme permet la découverte en France (5) de penseurs qui font, à l'inverse de Hajek, de la justice sociale dans le cadre d'une économie de marché l'axe central de leur recherche. La manière dont le directeur du "Nouvel Observateur", Jean Daniel, a accueilli le livre d'Hirschman, qui a apaisé ses doutes sur le point de savoir "si une pensée de gauche existait encore", montre bien à quel point la droite ultralibérale occupait un terrain aujourd'hui en voie de reconquête. Le public intellectuel français se familiarise avec l'œuvre de John Rawls, son concept "d'inégalité juste" qui donne priorité absolue aux plus défavorisés. Auteur des "Spheres of justice", Michael Walzer parle, lui, "d'égalité complexe". Il réagit fortement à cette idée ultralibérale qui veut que les exclus soient entièrement responsables de leur sort et que nous n'ayons envers eux aucune obligation d'ordre social.

Les expériences ultralibérales n'ont en rien confirmé le schéma selon lequel un système de concurrence pure, délesté de toute préoccupation de justice sociale, assurerait le mieux la prospérité générale. Les Américains eux-mêmes en sont revenus. Le retour en force de l'Etat, de l'éducation et de la protection sociale sonne le glas de l'utopie ultralibérale. Cet échec ouvre la voie à ceux qui, soucieux de concilier efficacité économique et justice sociale, veulent penser le marché et non en faire un nouveau totalitarisme. ■

(1) "Le Monde", Dossiers et Documents, numéro spécial "Clinton président", novembre 1992.
(2) Ecole de pensée économique dont les chefs de file sont Milton Friedman et George Stiegler, et qui a fortement influencé la politique Reagan.
(3) Fayard, 120 F.
(4) "Liberals", aux Etats-Unis, désignant les progressistes.
(5) Saluons les efforts du commisariat au Plan qui y a consacré la seconde journée de son colloque "Justice sociale et inégalités" et un livre sous le même titre (Editions Esprit, 150 F) avec une contribution de Jean-Pierre Dupuy sur Rawls et de Joël Roman sur Walzer.

◆

LE CONTRE-MODELE BRITANNIQUE

La Grande-Bretagne est restée moins de deux ans (octobre 1990-septembre 1992) dans le SME, avec une bande de fluctuation élargie à + ou - 6%. Elle ne fait donc aujourd'hui que renouer avec sa politique économique traditionnelle : monnaie flottante, "stop and go". Ce modèle britannique, c'est :

- *une croissance beaucoup plus faible, 22% de croissance cumulée depuis la création du SME en 1979, contre 31,9% pour la France ;*
- *une inflation beaucoup plus forte, 33% en plus en Grande-Bretagne depuis 1979 ;*
- *un déficit public estimé à plus de 5% du PIB, soit plus de deux fois le niveau français ;*
- *une désindustrialisation incontestable (disparition de l'industrie automobile, par exemple) ;*
- *une baisse régulière du pouvoir d'achat de la livre qui valait 13,70 F il y a vingt-cinq ans, soit 68% de plus qu'aujourd'hui (8,15 F).*

En conséquence, le niveau de vie moyen des Français représentait en 1960 moins que le niveau britannique (97%). Il le dépasse aujourd'hui nettement (119%).
En 1992, pour la première fois, les investissements étrangers en Grande-Bretagne devraient être supérieurs aux investissements britanniques à l'étranger. Avec une livre faible, la Grande-Bretagne voit son patrimoine diminuer.

◆

Les contra

Analyste de la droite et du comportement électoral des Français, Colette Ysmal livre son sentiment sur les contradictions idéologiques actuelles de la droite française.

Comment définiriez-vous l'idéologie de la droite en 1993 ? Comment se situe-t-elle par rapport à un libéralisme revendiqué en 1986 qui a singulièrement montré ses limites ?

Autant, dans la période 1981-1986, l'idéologie était clairement affirmée, autant, depuis 1988, les déclarations de politique économique



dictions de la droite

sont moins nettes et fréquentes, ce qui est surprenant puisque l'opposition se prépare apparemment à venir au pouvoir en 1993. Ce n'est pas le livre de Balladur qui fait apparaître un projet économique vraiment clair. Les ultras du libéralisme, qui voulaient non seulement privatiser les entreprises mais aussi déréglementer la protection sociale, qui, en matière d'éducation, proposaient des chèques-éducation, ce qui revenait de fait à démanteler l'Education nationale, apparaissent affaiblis. Le poids qu'a pris l'UDF au sein de la coalition et, au sein de l'UDF, ce qui relève de la démocratie chrétienne, qui prône plutôt l'économie sociale de marché que l'ultralibéralisme, s'est accru. Même les thuriféraires de l'ultralibéralisme sont sans argument devant les échecs des expériences ultralibérales à régler la question fondamentale qu'il se vantait de régler : l'emploi en période de crise. Ces politiques économiques ont conduit au contraire à un accroissement de la pauvreté et à l'acceptation d'une société à deux vitesses.

L'idée d'avoir une France pauvre dont on ne se préoccupe pas, qui est le fond même de l'idéologie libérale -chacun se débrouille et les pauvres font comme ils peuvent- est très contraire à la mentalité nationale. Les Français attendent toujours de l'Etat qu'il règle leurs problèmes. Au fond, les groupes sociaux français, même ceux qui se veulent les plus indépendants, ne sont libéraux que pour les autres. Les agriculteurs voient d'un bon œil la déréglementation de la protection sociale des ouvriers ou du droit de licenciement mais, dès qu'ils ont des difficultés, ils trouvent que l'Etat ne fait pas assez pour eux. Cette pression des groupes sociaux fait que le FN lui-même, le premier et le plus ardent défenseur du reaganisme, prône, depuis son dernier conseil national, un Etat fort, non plus seulement en matière politique, mais aussi en matière économique et sociale. Le Pen, qui était pour toutes les déréglementations sociales, s'est bien aperçu que son électorat populaire ne suivait pas son ultralibéralisme. Les positions de l'extrême droite sont plus proches aujourd'hui de la droite révolutionnaire des années 20-30 ou du fascisme italien : une société organisée, avec un Etat qui intervient dans un univers de corporations. Tout ce contexte, y compris la défaite de Bush, fait que la mode de l'ultralibéralisme est un peu passée.

Au fond, les groupes sociaux français ne sont libéraux que pour les autres

Que reste-t-il alors du grand engouement ultralibéral de 1986 ?

Il reste l'idée de privatiser au maximum et, à l'exception vraisemblable des grands services publics, de se débarrasser de toute gestion industrielle. La contradiction, c'est de vouloir diminuer la dépense publique et l'impôt tout en affichant une priorité pour des secteurs comme l'éducation, la formation, la santé. Un politique militaire qui ne diminue pas l'investissement en matériel et en hommes, comme le proclame Francois Fillon, est aussi difficilement compatible avec cette



Fondation Jaurès

diminution. Mais ils se rendent compte qu'il y a des choses qu'ils ne peuvent pas faire sans subir de contrecoup électoral. Un moment, figurait dans leur programme la suppression du RMI. Actuellement, il n'en est plus question. Ils ont envisagé de privatiser au moins le petit risque et de faire des retraites par capitalisation, mais ces mesures suscitent des résistances épouvantables, y compris d'un corps médical proche d'eux qui n'est pas assez fou pour ne pas s'apercevoir qu'il ne vit que de la Sécurité sociale.

On se retrouvera avec plus de chômeurs, de pauvres, de marginaux

Même le débat, qui semblait tranché, sur la fiscalisation des allocations familiales, est remis sur le tapis, le CDS vient de dire non. Une mesure qui semblait décidée est soudain remise en question, un peu comme les primaires. Leur capacité de gestion est extrêmement limitée. Ils sont condamnés ou bien vraiment à changer et à subir une forte impopularité, ou bien à ne pas changer autant qu'ils le disent, mais à être non moins impopulaires parce qu'ils n'auront pas fait ce qu'ils ont dit et qu'on se retrouvera avec plus de chômeurs, de pauvres, de marginaux. ■

GRANDE-BRETAGNE, ETATS-UNIS, CANADA

Les dégâts du libéralisme

Les pays anglo-saxons commencent à subir les conséquences du libéralisme jusque dans les urnes. Aux Etats-Unis, les républicains viennent de perdre le pouvoir après douze ans de règne, et la Grande-Bretagne s'enfonce dans une crise beaucoup plus forte que partout ailleurs en Europe. Au Canada, même phénomène, et le gouvernement conservateur, qui oscille entre 12 et 18% d'opinions favorables, devrait connaître une déroute aux élections prévues pour l'automne. La France saura-t-elle refuser les fausses recettes qui ont déjà échoué ailleurs ? Car l'échec est patent.

Quelques exemples. La livre sterling vient de connaître une dévaluation de 15% environ. Mais cet effondrement monétaire, qui appauvrit tous les Anglais, n'est pas seulement le résultat d'une spéculation effrénée (que les conservateurs ont quelque mal à dénoncer, puisque que ce sont leurs amis qui spéculent et qu'ils ont toujours dit qu'ils croyaient dans le jugement des marchés...). Elle est aussi le résultat d'une situation macro-économique très grave. La balance commerciale est désespérément déficitaire. Même pendant la récession actuelle, le déficit s'est aggravé, contrairement à tout ce que les modèles économiques laissaient prévoir. C'est que la Grande-Bretagne est incapable de fournir à la demande du pays, aussi réduite soit-elle. Au troisième trimestre de l'année dernière, la demande a crû de 0,5%, et les importations de 8% ("International Herald Tribune" du 16 décembre 1992). C'est que, depuis 1979, année de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, le capital industriel du pays a baissé légèrement, alors que la demande intérieure a augmenté de 30%. D'où un déficit de 10 milliards de livres (85 milliards de F, en tenant compte de la dévaluation) pour les dix premiers mois de 1992. C'est que la recherche d'une compétitivité plus grande a été obtenue par un abandon pur et simple de pans entiers de l'industrie. La Grande-Bretagne, comme les Etats-Unis, ont un des plus faibles taux d'investissement par rapport au PIB des pays industrialisés, et la pression des actionnaires en faveur de profits immédiats ne fait rien pour améliorer la situation. Le déficit industriel du pays où est née la révolution industrielle va donc en s'aggravant, car l'investissement est allé avant tout en direction... de l'immobilier, et surtout de l'immobilier spéculatif. A force de dénigrer toute politique industrielle et de vouloir laisser faire les forces



du marché, on abandonne toute volonté de prévoir l'avenir du pays sur le long terme, au profit exclusif du profit à court terme réalisé par le secteur privé, qui se retrouve en crise pour n'avoir pas fait d'investissement productif. Que se passera-t-il quand le pétrole de la mer du Nord commencera à décliner ?

Autre exemple : la couverture sociale aux Etats-Unis. Comme chacun sait, les Américains ne disposent pas d'un système de sécurité sociale obligatoire pour tous. Mais le président Clinton en a fait un de ses axes de campagne favoris. C'est que la question se pose avec de plus en plus d'acuité. Le nombre de personnes qui ne bénéficient d'aucune couverture ne cesse de croître. Alors que, traditionnellement, les pauvres étaient les principales victimes de l'absence de Sécurité sociale, l'année dernière, plus d'un million supplémentaire de membres de la classe moyenne se sont retrouvés sans couverture, soit un quart de la population. Ainsi, 11% de la population blanche, 32% des Hispaniques et 21% des Noirs se retrouvent en dehors du système. Dans le même temps, le coût du système Medicaid, financé par la collectivité à l'intention des plus pauvres, a doublé en cinq ans. Or, les prix des services médicaux s'envolent et atteignent des sommets incroyables, conséquence directe d'une politique ultralibérale dans un domaine où le consommateur est prisonnier.

Axel Queval



LA GUERRE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

la diplomatie patine, la Bosnie souffre...

Alors que les négociations butent à Genève sur la restauration de l'unité de la Bosnie, inacceptable pour les Serbes, la communauté internationale hésite encore à employer la force.

Le conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 avait clairement déclaré qu'il espérait de la nation serbe qu'elle se prononçât, à la faveur des élections du 20 décembre, pour un "changement radical de politique", faute de quoi la communauté internationale se verrait obligée de "durcir son action" pour "isoler totalement et pour longtemps la Serbie". Comme cela était prévisible, cet avertissement n'a pas été entendu et Slobodan Milosevic a même réussi à s'épargner l'épreuve du second tour pour être réélu président de la République de Serbie. Avec 56% des voix contre 34% à son rival Milan Panic, il a un creusé un écart que tous les observateurs estiment trop flatteur pour être honnête. Le fait le plus remarquable qui ressort de la consultation est la forte poussée (20%) de l'extrême droite nationaliste, qui laisse présager une alliance en bonne et due forme, ou de fait, entre ex-communistes et fascistes pour gouverner la Serbie et la Fédération serbo-monténégrine.

UNE INFINIE PATIENCE

La communauté internationale, dont la patience n'est plus à prouver, a ensuite reporté son attente d'un dénouement négocié du conflit sur la session de la conférence de Genève qui s'est ouverte le 2 janvier, où siègent certains des plus notoires criminels de guerre nommément désignés comme tels. C'est ainsi que le chef des extrémistes serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, qui avait publiquement menacé d'anéantissement le peuple des Musulmans de Bosnie-Herzégovine et qui a montré qu'il fallait parfois le croire, se voit une nouvelle fois accorder les honneurs des tables de conférence de la paix et des micros et caméras de médias internationaux devant lesquels il peut réitérer à loisir ses professions de foi pacifiques.

Lord Owen et Cyrus Vance ont présenté leur plan de paix qui a d'abord reçu un accord sous réserve de la délégation serbe, plus net de la partie croate, et un refus du président de la Bosnie-Herzégovine. La surprise n'est pas tant venue des nationalistes serbes qui ont amplement démontré depuis dix-huit mois que leur folie meurtrière n'excluait pas une grande habilité manœuvrière, ni des Croates qui ne pouvaient que se satisfaire de la part qui leur est réservée et du plan de découpage lui-même qui divise le pays, sur des critères à dominante ethnique, en dix provinces au tracé tourmenté (trois pour chaque nationalité, plus Sarajevo, mixte).

Au moment où la menace d'une intervention militaire internationale en Bosnie devenait de plus en plus pressante, les Serbes de Karadzic avaient tout intérêt à faire le dos rond en tirant parti des avantages que leur concède le plan Vance-Owen, c'est-à-dire 50% du territoire de la Bosnie-Herzégovine avec un peuplement serbe d'autant plus homogène que le nettoyage ethnique y a été fait et que les forces armées serbes sont les garantes de son maintien. On n'imagine pas les populations chassées par la terreur retourner dans leurs foyers, sous l'œil de leurs assassins. Le seul et grave inconvénient du projet, pour les extrémistes serbes, est qu'il prévoit trois provinces serbes séparées les unes des autres et non l'Etat d'un seul tenant qu'ils réclament. Mais ils pourraient compter sur leur puissance militaire, l'appui de Belgrade et la non-viabilité des trois provinces réservées aux Musulmans, enclavées dans un environnement hostile, privées de mère patrie,



PIRE QUE LA GUERRE

Que les guerres soient sales, il faut bien le savoir. Qu'elles soient injustes est également toujours vrai. Mais la guerre que livrent les Serbes contre la Bosnie depuis de trop longs mois n'est pas une guerre territoriale, c'est une entreprise de destruction et d'avilissement d'un peuple, en d'autres termes, un génocide.

Les camps d'internement où sont exterminés systématiquement les hommes bosniaques, les viols organisés, programmés, planifiés de leurs mères, femmes et filles, n'est-ce pas la honte du genre humain ? Depuis de trop longs mois, nous en sommes les témoins, nous qui pensions vivre une fin de siècle moins barbare, plus policée que les périodes que vécurent nos aînés.

Pas d'échappatoire, nous savons, nous voyons. Pouvons-nous supporter qu'aucun tribunal international du monde civilisé n'ait encore jugé Milosevic, ne l'ait proclamé "criminel de guerre" et ne l'ait placé au ban de l'humanité ? L'ONU existe, et c'est une très bonne chose, les diplomates travaillent en direction de la paix, pourquoi pas ? Mais, pendant ce temps-là, les crimes les plus horribles continuent d'être commis dans une des villes qui faisait l'honneur de l'Europe et accueillait, il y a huit ans à peine, les Jeux Olympiques d'hiver... Ainsi commence pourtant l'année 1993.

L.C.-S.

pour les absorber et réaliser, en fin de compte, leur projet de république serbe de Bosnie-Herzégovine qui se fondrait, à terme, dans la Grande Serbie.
Sous les dehors d'un compromis le moins injuste possible, le plan Vance-Owen risquerait ainsi, sans garanties précises du maintien de l'unité territoriale et constitutionnelle du pays et du désarmement général des forces en présence, de sonner le glas d'une Bosnie-Herzégovine plurinationale et pluriculturelle, élément essentiel de l'équilibre et de la reconstitution d'un espace de paix dans les Balkans. Ce serait aussi la perspective du développement d'un cancer de type palestinien au cœur de l'Europe, avec la revendication permanente des Bosniaques de retrouver une patrie et un territoire.
C'est pourquoi la double exigence du président Izetbegovic de la reconnaissance par les Serbes de l'unité et de l'indivisibilité de la Bosnie-Herzégovine et du contrôle de leur armement lourd est légitime.
Il n'y aura pas de rétablissement de la paix en Bosnie sans la restauration de son unité et sans la cessation de la domination militaire serbe, c'est-à-dire sans la remise en cause effective du fait accompli de la division et de la purification ethnique opérées dans la terreur par les bandes de Karadzic. On en revient ainsi à la lancinante question des moyens d'imposer ce retour à un Etat de droit qui ne saurait être obtenu autrement que par la force, celle des Bosniaques eux-mêmes, ou si l'on ne veut pas leur permettre de s'armer, celle de la Communauté internationale enfin décidée à faire respecter ses décisions et ses principes.

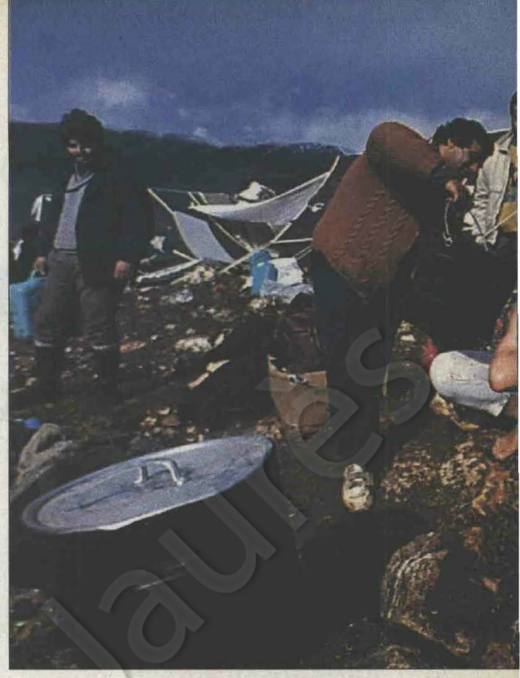
Maurice Lazar

MOYEN-ORIENT

faux pas vers la paix

En décidant "d'expulser temporairement" 415 Palestiniens appartenant au mouvement intégriste Hamas après la mort d'un garde-frontière israélien, Itzhak Rabin a-t-il mis malencontreusement le doigt dans un engrenage infernal et compromis le processus de paix ?

Le regain de violence en Israël, le week-end dernier, pourrait le faire craindre. Dimanche 3 janvier, un agent du Shin Beth (service secret israélien) a été assassiné à coups de couteau dans Jérusalem ouest, alors que des affrontements dans les territoires occupés faisaient un mort et de nombreux blessés parmi les Palestiniens. Dans le même temps, des dizaines d'entre eux étaient arrêtés pour tenter de retrouver l'auteur de l'attentat de Jérusalem, dont le gouvernement affirme qu'il appartient au mouvement Hamas.
A nouveau, le climat s'alourdit, alors que, début décembre, le processus de paix, même cahotant, semblait avancer mieux que jamais et que l'Etat hébreu avait su renouer, grâce à l'arrivée des travaillistes au pouvoir, des liens trop longtemps distendus avec la communauté internationale.



▲ *Le "no man's land", au Sud-Liban où sont détenus les 415*

En prenant cette décision de bannir des centaines de Palestiniens intégristes soupçonnés d'activisme, décision inspirée par la volonté de "faire la guerre contre le terrorisme" tout en continuant à "mener la bataille de la paix", selon ses propres termes, Yitzhak Rabin a sous-estimé l'impact -notamment médiatique- d'une telle mesure sur le plan international. Sa brutalité a choqué et l'ONU l'a condamnée à l'unanimité dès le 18 décembre dans sa résolution 799. L'opinion internationale a été émue par la situation précaire de ces hommes dont personne ne veut (et surtout pas le Liban) dans ce "no man's land" glacial, à la frontière israélo-libanaise, et qui ne doivent leur survie qu'à la solidarité des habitants des villages libanais environnants, Israël et le Liban refusant l'intervention de la Croix-Rouge.

Somalie : une affaire africaine

"Restore Hope" a presque atteint son but : redonner l'espoir à une population livrée à la famine et aux pillards, remettre en route un processus d'aide humanitaire qui avait atteint la paralysie. Mais ensuite ?

Restore Hope a été une opération spectaculaire -certains ont même jugé les effectifs militaires disproportionnés- à durée limitée. Les Américains l'ont dit dès le départ, et répété depuis : ils n'ont pas l'intention de rester. Peut-être même partiront-ils dès le 20 janvier, date de passation des pouvoirs à Washington entre George Bush et Bill Clinton. Et après ?

L'instabilité qui a créé le chaos en Somalie risque, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, de revenir et réduire à néant ce qui a été rétabli en quelques semaines. L'affaire n'est pas seulement américaine, ou française. Elle est surtout internationale, et, on l'oublie aussi, d'abord africaine. La conférence d'Addis Abeba sur la Somalie, sous l'égide de l'ONU, est un enjeu essentiel.
Au plan international, on s'active à créer une nouvelle Onusom apte à se faire respecter sur le terrain et à consolider ce qui aura été acquis par Restore Hope. Ce n'est pas une mince affaire, car on a laissé se développer dans la population de bien étranges sentiments, respectueux de la puissance militaire américaine mais hostiles à l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a été chahuté, dimanche 3 janvier, par des manifestants somaliens, agissant pour le compte d'un des chefs de guerre locaux. Sa visite suivait pourtant de quelques heures à peine celle du président Bush, qui n'avait pas suscité de réaction particulière. Paradoxe saisissant à l'heure où doit s'ouvrir la conférence d'Addis Abeba, parrainée par Boutros Boutros-Ghali en personne : la réconciliation, sous l'égide d'une organisation contestée par l'un des principaux chefs de clan, paraît incertaine.
Autre raison d'être pessimiste, l'Organisation de l'unité africaine est la grande absente des pourparlers d'Addis Abeba, alors même que cette ville en est le siège. Plus que tout autre instance internationale, l'OUA se devait de se manifester. Son absence révèle l'incapacité de l'Afrique à surmonter seule ses difficultés. Si certains pays africains ont

Collection Laurès



Palestiniens bannis.

Actuellement, aucune solution n'est encore en vue. Beaucoup estiment, comme Paris, qu'elle passe par "le retour des Palestiniens chez eux", en application de la résolution 799 du Conseil de sécurité, ce qu'Israël refuse pour l'instant. Sinon en contrepartie d'une suspension momentanée de l'Intifada, ce que les Palestiniens ont refusé catégoriquement. Sur le plan humanitaire, Yitzhak Rabin a assoupli quelque peu sa position en acceptant d'évacuer les expulsés "en danger de mort". Les divisions au sein du gouvernement comme au sein du Parti travailliste (dont certains élus demandent un dialogue direct avec l'OLP) n'y sont sûrement pas étrangères.
S'il est trop tôt pour mesurer les conséquences, tant intérieures que diplomatiques, de ces expulsions, cependant, dans l'entourage du premier ministre, on estime que le processus de paix n'est pas fondamentalement mis en cause. Aucune délégation arabe, explique-t-on, n'a affirmé publiquement ne pas reprendre les négociations prochainement à Washington. Même si elle a condamné Israël, dont l'image se trouve à nouveau ternie, la communauté internationale ne veut pas, elle non plus, casser le processus. Yitzhak Rabin semble en outre convaincu que les actes de terrorisme vont se poursuivre dans les prochains mois (au Proche-Orient comme ailleurs, tout le monde n'a pas toujours intérêt à la paix). C'est pourquoi il a choisi de frapper fort pour prévenir ceux qui souhaiteraient entraver la marche vers la paix ou forcer Israël à négocier sous la contrainte qu'il ne les laissera pas faire. Ce message s'adresse particulièrement aux intégristes musulmans d'Hamas, financés par l'Iran, qui refusent l'existence même d'Israël et qui disputent avec l'OLP une influence grandissante, pouvant atteindre 40% de la population dans certains territoires occupés. Faute pour l'OLP d'avoir pu toujours apporter de bonnes réponses. Faute pour Israël d'avoir su mener à temps le dialogue avec les Palestiniens modérés.
Quoi qu'il en soit, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, vient de menacer de "prendre des mesures" contre l'Etat hébreu s'il n'assurait pas le respect de la résolution 799 qui exige "le retour immédiat et en toute sécurité dans les territoires occupés de tous ceux qui en ont été expulsés." Un nouvel émissaire de l'organisation internationale devrait arriver prochainement à Tel-Aviv.
La paix n'avait sûrement pas besoin de cette nouvelle épreuve.

Ghislaine Toutain

d'où l'Afrique est absente

manifesté leur disponibilité à participer à une nouvelle Onusom, l'idée d'une force interafricaine n'a même pas été évoquée. Les Africains doivent pourtant comprendre que, sans une prise de conscience collective, aucune stabilisation ne sera durable en Somalie, sauf à établir un mandat de l'ONU qui serait une véritable marche arrière de l'histoire.

LE CHOIX DE LA FRANCE

La France a choisi librement de participer à l'opération Restore Hope. Non par allégeance envers les Etats-Unis : il faut rappeler que les troupes françaises sont présentes nombreuses parmi les Casques bleus au Cambodge, dans l'ex-Yougoslavie et au Liban, sans que les Etats-Unis y aient déployé des troupes. Mais par souci d'afficher sa solidarité agissante. Certes, comme l'a rappelé Pierre Joxe devant l'Assemblée nationale, bien d'autres pays, dont on parle peu ou pas du tout, connaissent des situations aussi dramatiques, notamment parmi les voisins de la Somalie. Mais il s'agit de participer à une dynamique internationale, et de rappeler les responsabilités de la France dans cette partie du monde.
Personne n'aurait compris que la France, qui maintient plus de 4.000 soldats en permanence à Djibouti, ne soit pas en mesure d'intervenir dans le pays le plus proche. Mais le principe est celui de soutenir l'action de la communauté internationale et de réaffirmer, aussi souvent que possible, la nécessité aussi bien d'une décision de l'ONU pour toute intervention que l'implication du plus grand nombre possible de pays.

Pascal Altmeyer

BREF... EN BREF... EN

■ **Le monde ne le sait peut-être pas : depuis deux ans, le Sahel, qui recouvre neuf pays d'Afrique, s'éloigne de la terrible sécheresse des années 1972-73 et 1983-84. En 1991 et 1992, le niveau et la répartition des pluies ont permis de récolter 9 millions de tonnes de céréales (mil et sorgho), sauf en Mauritanie et au Nord du Sénégal. Le Sahel retrouve, dès lors, de meilleures conditions pour son développement, selon la radioscopie établie par les chercheurs du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement).**

■ Dernière tournée officielle de George Bush : réveillon du jour de l'an en Somalie, avec les "boys", signature du traité Start 2 à Moscou, rencontre à Paris avec François Mitterrand au cours de laquelle les deux hommes ont manifesté à la fois la longue relation de confiance qui les a liés pendant onze ans mais aussi leurs désaccords d'hommes d'Etat, notamment sur le GATT.

■ **George Bush et Boris Eltsine ont signé le 3 janvier au Kremlin le traité Start 2, réduisant des deux tiers les arsenaux nucléaires stratégiques russe et américain, et considéré par les deux parties comme "le plus grand accord de désarmement de l'histoire".**

■ Pas facile d'être secrétaire général de l'ONU actuellement. Boutros Boutros-Ghali a pu l'apprécier à Mogadiscio, Sarajevo et Addis-Abeba où, chaque fois, il fut l'objet de réactions hostiles, pour des raisons opposées. Une façon contrastée mais tangible de mesurer le rôle croissant qu'est appelée à jouer l'organisation internationale dans l'avenir du monde. Noter que sa nationalité égyptienne ne pouvait que le gêner en Somalie où Le Caire soutenait l'ancien dictateur.

■ **Pour la quatrième fois, Daniel Arap Moi a été élu président du Kenya, lors du premier scrutin libre depuis 26 ans. Ce résultat est contesté par les trois principaux partis d'opposition.**

■ Les combats ont repris au Sud de l'Angola entre l'Unita et les troupes gouvernementales, faisant depuis le 3 janvier des centaines de morts. Le gouvernement ne semble pas vouloir reprendre la voie de la négociation avec le mouvement de Jonas Savimbi.

■ **Au Caire, le procès des intégristes impliqués dans l'assassinat, en juin 1992, de l'écrivain laïc Farag Fada va s'ouvrir prochainement. Le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat a indiqué qu'ils étaient passibles de la peine de mort.**

■ La partition entre la République tchèque et la Slovaquie est effective depuis le 1er janvier 1993. Les deux Etats ont demandé à adhérer à l'ONU, qui examinera ces candidatures à la mi-janvier.

■ **Les négociations du GATT ont repris doucement, le 4 janvier, en attendant l'installation de la nouvelle administration américaine.**

DEPANNAGE A DOMICILE

être vigilant

Un robinet qui fuit, des clefs introuvables, les plombs qui sautent... des situations qui peuvent, faire accepter n'importe quelle intervention, à n'importe quel prix.



Lors d'un dépannage à domicile, même en situation d'urgence, le particulier doit rester vigilant et attentif aux prestations proposées. Certains professionnels peu scrupuleux profitent de la situation pour imposer des réparations qui n'auraient pas été acceptées en d'autres circonstances.
Les premières victimes sont les personnes âgées ou handicapées ou celles qui maîtrisent mal le français. Ici, une personne de 89 ans, dont la chaudière était seulement en panne, s'est vue imposer par un dépanneur le remplacement total par une autre, d'un modèle périmé, qui n'a fonctionné qu'une semaine. Là, une autre a payé 19.154 F pour le remplacement d'un circuit électrique, alors qu'il n'y avait qu'un fusible fondu... (exemples fournis par le secrétariat d'Etat chargé de la Consommation).
La loi Neiertz renforçant la protection du consommateur sanctionne lourdement ces abus.

Première question à se poser, l'urgence est-elle bien réelle ? Dans ce cas, il faut parer au plus pressé. Parfois, couper rapidement l'eau ou l'électricité permet d'éviter des dégats plus importants. Sinon, avant de se décider pour telle ou telle entreprise de dépannage, il est préférable d'en contacter plusieurs.

COMPARER LES PRIX

Les prix sont libres. Il faut comparer les prestations et les prix à partir des devis. Au préalable, se renseigner sur leur caractère gratuit ou payant. Comparez le taux horaire de la main-d'œuvre, toutes taxes comprises, son calcul, les frais de déplacement, le coût éventuel du devis, les différentes prestations forfaitaires et leur prix... Toutes ces indications doivent être affichées dans les locaux de l'entreprise. Si le réparateur vient chez vous, il doit vous remettre un document mentionnant ces renseignements.

GROSSES REPARATIONS

Pour 1.000 F de travaux, le devis est obligatoire. Il doit mentionner en plus des indications habituelles (date, durée de validité, coût éventuel, références de l'entreprise et du particulier), le décompte détaillé de toutes les prestations à effectuer, y compris les pièces à changer et les frais de déplacement, la somme globale hors taxes, et toutes taxes comprises, à payer, ainsi que la TVA. Avant de signer, rajoutez à la main : "devis reçu avant l'exécution des travaux". Votre signature vous engage.
Lorsque le montant de la réparation est supérieur à 1.000 F, le réparateur doit établir, en votre présence, un ordre de réparation qui décrit l'état initial des lieux ou des appareils, la raison de votre appel et la nature des travaux à effectuer.
Si le réparateur vous propose des travaux auquels vous n'aviez pas pensé, par exemple, la pose d'un adoucisseur d'eau, vous disposez d'un délai de sept jours pour confirmer ou annuler la commande. Le matériel ne peut être posé durant ce délai et vous n'avez pas à verser d'acompte.

APRES LES TRAVAUX

Le prestataire doit vous remettre une facture détaillée précisant le taux horaire, le temps passé, les frais de déplacement, le détail des pièces changées, leur prix... conformes au devis. Si vous ne voulez pas conserver les pièces changées, le réparateur doit vous faire signer une décharge. Mais il est préférable de les garder : en cas de litige, elles peuvent être utiles. Ne versez pas d'acompte, ne payez que lorsque la réparation est terminée, par chèque afin de garder trace du paiement.
En cas de litige, tentez d'abord un règlement amiable avec le professionnel ou en écrivant à son syndicat. Vous pouvez aussi saisir le juge d'instance ou la direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes de votre département.

Chrystie Lipani

A savoir

Le Syndicat national du dépannage à domicile (28 boulevard de Port-Royal, 75005 Paris) a signé une convention avec quelques associations de défense des consommateurs.
Pour connaître la liste des entreprises adhérentes au SYNADEP :
n° vert Paris et région parisienne, ☎ 05.212.212 ;
province, ☎ 05.310.320.

... EN BREF...

■ "Design et architecture pour améliorer son logement" et "Le Bruit, un mal qui a des remèdes", deux brochures éditées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). 17 rue de la Paix, 75002 Paris.

■ **Un guide est publié par le Centre régional de la consommation de Lille à l'intention des consommateurs du Nord-Pas-de-Calais et de la zone frontalière belge ☎ 20.54.44.44.**

■ Un cercueil biodégradable commence à être commercialisé en Espagne.
Composé de carton fabriqué, à partir de papier recyclé, par une filiale de Rhône-Poulenc, il se désagrège complètement .

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

17001
TRAVAUX
Militants parisiens, nous créons une entreprise de bâtiment et effectuons, pour vous, tous travaux et aménagements.
Appelez-nous au 45.43.36.74 (Sté BOBATI)

17002
DIRECTEMENT DU FABRICANT
J'offre aux lecteurs de "Vendredi"
2 VERITABLES JEAN'S 14 1/2 OZ,
100% coton délavé, 5 poches, 6 rivets, type Levis 501, du 36 au 46
Prix exceptionnel 149 F + 40 F de frais de port satisfait ou remboursé
Règlement à l'ordre de Gaston DIOULO, 292/7 Bd de Reims, 59100 ROUBAIX

17003
VILLE DE MONTLUCON (ALLIER)
50.000 habitants
recrute
par voie statutaire
UN SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
Adresser candidature et C.V. détaillé, avant le 15 janvier 1993, à :
Monsieur le Député-Maire - BP 238
03109 MONTLUCON CEDEX
(un dossier sur le poste sera transmis aux candidats)

17004
COMMUNE DU TEICH (GIRONDE)
Bassin d'Arcachon, 4.000 habitants en forte expansion démographique
recherche
UN TECHNICIEN TERRITORIAL
Spécialité : bâtiment, espaces verts
MISSION
■ Suivi des travaux neufs et d'entretien ■ Encadrement des services techniques ■ Urbanisme
PROFIL
■ Expérience du milieu communal souhaitée ■ Aptitude à communiquer et sens du travail en équipe indispensables.
Adresser candidature et C.V. à :
Monsieur le Maire du Teich
Hôtel de Ville
Place du Souvenir, 33470 LE TEICH

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à ...

Ma douce,

Si nous devions ne nous souvenir que d'une seule image de cet an de disgrâce que fut 1992, je vous proposerais, ma douce, celle de cette jeune fille dans les Somalies d'Afrique, dénudée, humiliée, lapidée par l'immense lâcheté de la foule. L'immense lâcheté des hommes, si prompts à mourir, si prompts à déshonorer, si prompts à oublier les femmes et les enfants. Mais c'est un trait commun à tous les peuples de tous les temps d'accuser les plus faibles des infortunes et des maux qu'ils ont attirés eux-mêmes sur leurs têtes.

Ma douce, écoutez ces voix de femmes qui montent vers nous, aveugles et sourds, ces voix de femmes de tous temps et de tous pays, qui nous disent le grand malheur d'aimer pour l'amour ou pour quatre sous, le malheur de vivre dans des temps de malheur.

Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre. J'ai l'honneur d'avoir été déshonorée. Le rasoir sur la tête. Je te rencontre. Je me souviens de toi. Mogadiscio. Nevers. Cette ville était faite à la taille de l'amour. Qui es-tu ? Tu me tues. Mogadiscio. J'avais faim, faim d'infidélité, d'adultère, de mensonge et de mourir. On devait se retrouver à midi sur le quai de la Loire. Peupliers charmants de la Nièvre, je vous donne à l'oubli. Histoire de quatre sous. Petite fille perdue de Nevers. Petite coureuse de Galilée. Un jour sans ses mains et elle croit au malheur d'aimer. Petite fille de rien morte d'amour à Mogadiscio. Petite tondue de Nevers. Je te donne à l'oubli ce soir. Histoire de quatre sous. Peu à peu, tu deviendras une chanson.

Oh ! Comme elle a été longue à mourir ! Ma douce, la nuit ne va pas finir. Le jour ne se lèvera plus sur personne. Jamais. Jamais plus. Enfin. Tu me tues. Tu me fais du bien. Nous pleurerons le jour défunt. Femmes. Coupables. Forcément coupables.



p.c.c. Jean Guilloineau

VIRGIL TANASE

Terre, attention, danger !

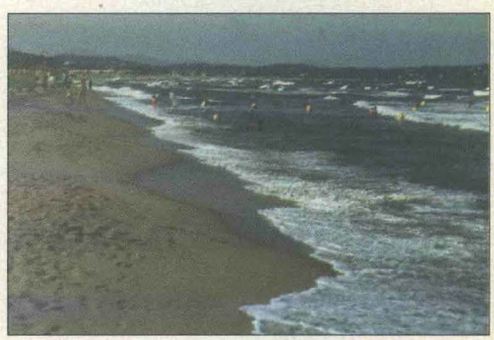
Il n'est peut-être pas inutile de commencer l'année en regardant la Terre d'un œil que les livres rendent plus averti. Une Terre en danger si l'on en croit *"L'Atlas des risques majeurs, écologie, environnement, nature" (1)*, de Michel Barnier. Une terre en train de se désenchanter, pour Chantal Dagron et Mohamed Kacimi, auteurs de *"Naissance du désert" (2)*. Où les îles offrent encore ce "vertige du désir que nulle terre n'épuise", pour reprendre le propos de Ricardo Pineri dont l'essai, *"L'Ile, matière de Polynésie" (3)*, étudie "ce paradoxe d'attrait et de fuite de l'origine qui constitue le mode d'approche de l'homme occidental aux îles des mers du Sud, pendant les deux derniers siècles."

Ces trois ouvrages se partagent un propos que nous avons intérêt à écouter avec beaucoup d'attention pour notre salut d'abord, pour donner une chance aux générations futures aussi.

"L'Atlas" de Michel Barnier est technique. Il a l'avantage de la clarté et de mettre avec précision le doigt sur les blessures de notre environnement ; un peu dans le désordre, mais c'est aussi une façon d'échapper à une démarche idéologique pour poser des questions pratiques auxquelles on ne peut répondre que par un effort commun. Un effort qui n'est plus une prise de conscience -c'est déjà acquis- mais concerne la façon de raisonner notre présence au monde, le sens de nos agissements sur une planète que nous rendons tous les jours un peu moins à même de répondre à nos désirs, puisqu'on lui demande trop de répondre à nos besoins. Il est temps aussi de se défaire avec courage des principes ayant engendré la société occidentale d'abondance. Michel Barnier le dit en toutes lettres : "Le développement de type occidental tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est certainement pas possible pour l'ensemble de la planète. Ce qui entraîne probablement des révisions déchirantes de l'idée que nous nous faisons encore du progrès. L'écologie peut être, doit être, le moteur d'un autre développement." En homme politique, Michel Barnier finit son ouvrage par cent propositions utiles. Je crois, hélas, que c'est insuffisant. Que le changement qu'il nous faut soit œuvre de l'esprit, qu'il doive se préparer dans la pensée, s'accomplir dans un espace politique et, ensuite, se répandre dans le monde un peu comme la Révolution française, les écologistes d'aujourd'hui, trop peu relayées par les penseurs, ne sont, un peu, que les premiers philosophes d'un nouveau siècle des lumières.

... une planète que nous rendons tous les jours un peu moins à même de répondre à nos désirs, puisqu'on lui demande trop de répondre à nos besoins.

"Le désert gagne près de six millions d'hectares par an", avertit Michel Barnier. Ce n'est pas le souci de Chantal Dagron et Mohamed Kacimi, qui veulent faire découvrir la fonction intellectuelle et presque mystique du désert : "Quand l'homme frôle le chaos de la vie et de l'histoire, qu'il devient inintelligible à ses propres yeux, il convoque parfois le désert pour se déchiffrer, terre porte-parole de la mélancolie et du désir d'éternité." Leur livre passe en revue les textes anciens et les mythes du désert pour convier à une réflexion sur nous-mêmes. Commencement aussi d'une réflexion sur notre rapport



avec la nature qui nous provoque et nous instruit même lorsqu'elle ne nous nourrit pas.

Très beau aussi, dans la même collection, le texte d'un professeur d'art et de littérature de Montpellier, Ricardo Pineri, sur la Polynésie. Les auteurs et les peintres sont convoqués à un colloque savant et poétique pour dire que "l'île, comme la pensée et l'œuvre d'art, demeure le point de mire où la vie et sa signification se rassemblent." Prenant exemple sur les voyageurs dont il suit les traces, l'auteur entraîne dans un vagabondage culturel particulièrement enrichissant pour le lecteur qui prend du plaisir en compagnie de quelques esprits illustres. Le propos est lumineux, la route claire, le cheminement intelligent.

Notre planète mérite vraiment qu'on s'en occupe avec amour.

(1) Plon, 125 p., 175 F.
(2) Balland, 224 p., 105 F
(3) Balland, 238 p., 135 F.

Vendredi

Vendredi idées

"Vendredi" l'hebdo

Abonnement 1 an : 270 F

DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F
Soutien : ☐ F

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"

Abonnement 1 an : 350 F

DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F
Institutions : 700 F
Soutien : ☐ F

RAISON DE + POUR S'ABONNER !

C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

A RENVOYER A : "VENDREDI", SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07, ACCOMPAGNE, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHEQUE A L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER A JOINDRE VOTRE BANDE ADRESSE.

Nom .....Prénom .....Adresse .....

.....Code postal .....Ville .....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

collection Fondation Copernic

Bartók : "le père de la musique hongroise"

Une spectaculaire rafale de seize concerts à Béla Bartók vont être donnés au théâtre du Châtelet. Bartók, le défricheur de l'authentique musique hongroise, dont Thomas Erdos a été l'élève, il y a un demi-siècle, à Budapest.

Thomas Erdos. Béla Bartók a vécu, de 1881 à 1945, des dates déterminantes pour le pays et pour l'homme. La Hongrie s'est libérée, a trouvé sa propre personnalité nationale et s'est mise à chercher ses racines. L'homme a vécu deux guerres mondiales très dures. Il a été d'une génération cassée.

Bartok était profondément hongrois et très attaché à ses racines. Originaire d'une région aux limites de la Slovénie et de la Croatie, il était à la fois d'une conscience hongroise totale et complètement ouvert au monde entier. Quand je l'ai connu, dans les années qui ont précédé la guerre, nous n'avions personne, en Hongrie, qui soit plus sensible à toutes les autres cultures, plus façonné par toutes les influences.

Surtout par rapport à ce que représentait Vienne et, d'une manière générale, l'esprit allemand ?

Il y avait une révolte. Toujours le sentiment national... Pour lui, l'indépendance de la Hongrie, qui était relativement récente, était essentielle. Sur le plan musical, il y avait à la fois le Bartók qui voulait retrouver les origines de la musique nationale hongroise et, en outre, une filiation naturelle avec la musique de Beethoven. Il est absolument évident que le premier quatuor de Bartók, c'est le dix-septième quatuor de Beethoven. D'ailleurs, Bartók avait presque toujours, dans sa poche, l'édition des seize quatuors de Beethoven, comme nous, aujourd'hui, un journal. Il n'y avait donc pas, chez lui, de rejet de la culture allemande.



Béla Bartók, en 1937 à Budapest.

Quelle était la musique en Hongrie avant Bartók ? Y avait-il une musique hongroise ?

Non, il n'y en avait pas. Et c'est tout le travail de Bartók d'en avoir retrouvé les sources, la tradition. La profondeur et la vérité de la musique hongroise étaient complétement recouvertes par une musique de la ville, une musique de genre. Une musique tzigane qu'un certain public réclamait.

Mais alors, lorsque Liszt ou Brahms écrivaient des danses ou des rhapsodies "hongroises" qu'est-ce que cela voulait dire ?

Il ne fait pas de doute que Liszt ou Brahms ont glissé de véritables thèmes hongrois, transformés pour leur utilisation dans la musique que l'on jouait dans les grandes villes. On trouve des traces, mais des traces seulement, du folklore hongrois, tel que Bartók le mettra en pleine lumière ensuite. C'est une musique que Bartok rejetait. C'est contre cette musique-là qu'il a voulu revenir à la musique populaire hongroise.

Propos recueillis par J.G.

■ LA SAISON BARTOK ■

Seize concerts seront donnés -du 10 janvier au 29 juin- avec les plus grandes formations : Concertgebouw d'Amsterdam (dir. Ricardo Chailly) ; Orchestre Philharmonique de Radio-France (Marek Janowski) ; Philharmonia Orchestra (Heinz Holliger et Ivan Fischer) ; Orchestre national de France (Charles Dutoit) ; London Symphony Orchestra (Pierre Boulez) ; City of Birmingham Orchestra (Simon Rattle) et, en solistes : Deszo Ranki, Zoltan Kocsis, Daniel Barenboïm et Olaf Baer. Et, pour les quatre représentations du "Château de Barbe-Bleue", Eva Marton et Aage Haugland. Théâtre du Châtelet. ☎ 40.28.28.40

Europe : comment flâner dans notre culture

La méconnaissance géographique des Français a longtemps été un lieu commun. Cette splendide ignorance pourrait expliquer nos lacunes dès qu'il s'agit des littératures des autres. Un bel ouvrage vient y remédier.

Si commedia del arte, théâtre élisabéthain, roman picaresque ou bildungsroman constituent quelques îlots de savoir, tout comme émergent des noms monuments tels Erasme, Cervantes, Goethe, Shakespeare, Dostoïevski, la connaissance des mouvements littéraires et des écrivains européens est souvent décousue, constituant une pseudo-culture en toc.

Le premier mérite des "Lettres européennes" est de faire sortir le lecteur de son enclos. Mais cette histoire littéraire collective n'aurait été que juxtaposition si les quelque cent cinquante universitaires, réunis pendant trois ans pour élaborer cet ouvrage de référence, avaient eu pour mission de constituer une mosaïque littéraire. Parce qu'en Europe, les idées ont circulé d'un pays à l'autre, au gré des voyages et des échanges, il était important de faire ressortir les convergences entre des traditions qu'on aurait pu imaginer strictement nationales.

L'idée de cet ouvrage n'était pas de bricoler un style européen bâtard, où tout est dans tout et donc nulle part. Les auteurs ont cherché les analogies, les rencontres de l'esprit, les affinités électives, tout en marquant les différences, seule manière de relever les influences, ces courants extranationaux nourris de l'air du temps et du poids des circonstances. C'est une genèse des lettres européennes qui a été élaborée.

Aux fastes de l'Europe du Sud succède la montée des régions nord-ouest, avant que les Lumières n'éclairent une humanité partout en quête de liberté et de justice. L'étendard culturel d'un romantisme cosmopolite envahit de sa sensibilité une Europe qui se croit dominante à jamais. Et, lorsque cette crise de conscience, due à la mise en cause de la civilisation européenne, ébranlera les certitudes, les écrivains tenteront de trouver le ton du temps des idéologies. Ainsi, à travers les quatorze chapitres (riche iconographie), cette somme parvient à décloisonner la production de chacun et l'inscrit dans le grand livre des idées.

En effet, les écrivains doivent ignorer les frontières, les grands textes ne pouvant être emprisonnés dans des espaces privatifs : le chef-d'œuvre est universel, et l'authentique écrivain sujet du temps. Souhaiter que cet ouvrage soit désormais le compagnon de route des lycéens et des étudiants risque d'être mal interprété.

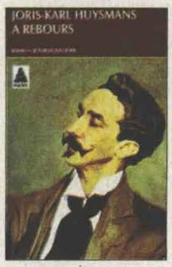
F.L.

"Lettres européennes", Hachette éducation, 1.080 p., 345 F.

post-scriptum

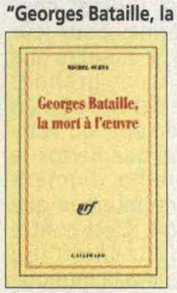


JORIS-KARL HUYSMANS
"A rebours"



Barbey d'Aurévilly avait écrit : "Après un tel livre, il ne reste plus à l'auteur qu'à se tirer un coup de revolver ou à se jeter au pied de la Croix". De fait, peu de temps après "A rebours", Huysmans se convertit.
"A rebours", tout juste réédité, est un des romans les plus significatifs du XIXe siècle, celui de la rupture avec les esthétiques précédentes : romantisme et naturalisme. En 1884, le jeune Barrès écrivait : "Engageons-nous dans l'artificiel". "A rebours" illustre le changement profond que va connaître la littérature avec le symbolisme et Jean des Esseintes incarne le héros emblématique du nihilisme de Huysmans.
Actes Sud, 352 p., 51 F.

MICHEL SURYA
"Georges Bataille, la mort à l'œuvre"



De toute manière, Bataille restera comme une fulgurance. Une brûlure scandaleuse pour certains, une déchirure pour tous. Bataille ou la transgression, Bataille comme une énergétique de la démesure et de la violence s'ouvrant sur le désir, l'ivresse, le rire, la débauche dans "l'exercice du mal" et à "l'infini des possibles".
L'homme Bataille qui a généré l'écrivain demeure énigmatique. Dans ce livre, qui est aussi un essai sur l'œuvre, Michel Surya dresse le portrait de Georges Bataille. En insistant sur la personnalité et le destin (également lamentables) de son père, à l'égard de qui Bataille se sentit à tout jamais coupable. Une injonction nietzschéenne donne la mesure de l'auteur de "l'Expérience intérieure" : "Connais ou mœurs !".
Gallimard, 720 p., 240 F.

"La France et ses régions"



C'est l'annuaire économique de nos 22 régions dans une édition mise à jour, enrichie, dont la consultation, améliorée, est d'une grande lisibilité.
Atlas de chacune des régions ; mise en regard des différentes situations régionales, critère par critère ; indicateurs comparés des régions françaises et de celles de la Communauté. Belle cartographie, nombreux tableaux statistiques. Bon instrument de travail. Et de réflexion.
INSEE, 198 p., 85 F.

ANTOINE PROST
"Petite Histoire de la France au XXe siècle"



Antoine Prost a tellement été associé par la Rue de Grenelle à la réflexion sur l'évolution de l'école et de l'Université et sur leur gestion qu'on en oublierait qu'il est, d'abord, un historien spécialisé sur les mouvements sociaux et la France contemporaine. On connaît assez Antoine Prost pour imaginer qu'il ne se prive pas d'une interprétation largement personnelle.
Sa "Petite Histoire" est un modèle du genre : petite par sa pagination, remarquablement claire et concise. Evolution politique et sociale, mouvement des idées, crises, mutations récentes et mises en perspective : un manuel utile aux étudiants et aux candidats aux concours. Nombreuses biographies, important appareil statistique.
Armand Colin, 144 p., 71 F.



BACH
"Suites pour violoncelle seul"



Deux heures de musique pleinement accomplie. Une triple rencontre : celle des suites de Bach -que Rostropovitch lui-même n'approche que lentement, rarement au concert et jamais au disque- , d'Anner Bylsma -immense violoncelliste néerlandais à qui l'on devait déjà le meilleur enregistrement existant des six suites- et d'un Stradivarius miraculeux de profondeur et de mœlleux sonore. Ce violoncelle qui se nomme le "Servais", un des derniers réalisés par le grand luthier de Crémone (1701), doit sa résonance exceptionnelle dans les graves au fait qu'il dépasse de trois centimètres la taille habituelle des violoncelles.
La rencontre conduit au sublime. Humanité, simplicité, évidence : comme un chemin ouvert et donné. Résolument indispensable.
Sony Classical,
2 CD, 48047, 115' 27", env. 225 F.

LUIGI NONO
"La Lontananza Nostalgica futura" et "Hay que caminar"



C'est Luigi Nono (1927-1990) qu'il faut écouter si l'on veut pénétrer à l'absolu des recherches contemporaines en matière musicale. Aucun compositeur n'a été plus entier -éperdu et vibrant- dans la quête d'une expression qui doit "réveiller l'oreille, les yeux, la pensée humaine, l'intelligence, le maximum d'intériorisation extériorisée" : la "tragédie de l'écoute".
Les deux œuvres réunies sur ce CD sont de la fin de sa vie. Particulièrement épurées. Dans l'intéressant livret qui l'accompagne, Gidon Kremer, le violoniste dédicataire, raconte l'incroyable difficulté du travail avec Luigi Nono. Dans ce madrigal pour violon solo et huit bandes magnétiques, "où Nono modifie sans cesse le contenu et l'utilisation faite des enregistrements, le rôle du soliste est -on le conçoit- essentiel." Piqué au jeu, Gidon Kremer se lance dans de longues improvisations exactement "inouïes".
Deutsche Gramophon, 435870, 60' 05", 125 F.

AC/DC
"Live"



Mais pour qui sonne le glas ? Pour vos voisins, bien sûr... AC/CD, groupe hard rock de la décennie, est de retour en "live". Les tympans vont saigner, les baffles morfler. Bref, y a du tapage nocturne dans l'air ! Pas moins de vingt-trois morceaux parmi lesquels les incontournables, indispensables, inaltérables "TNT", "Highway to hell", "Hells Bells", Back in black", "You shook me all night long". Tout y est. La panoplie complète, merci papa Noël ! A s'écouter de bout en bout et en boucle.
Atco/Carrère 7567-9221, 2 CD, 2 h 12', 175 F.

Planète latine / Planète raggamuffin





Après les séries "blues", "zouk" et "raï" voici les deux petits nouveaux d'une collection qui, si elle ne révolutionne guère le monde du disque, n'est pas pour autant désagréable : "Musique latine" et "Raggamuffin". Bon moyen de faire connaissance à peu de frais avec des musiques que l'on ne connaît pas forcément très bien.
Sur ces deux derniers disques, on retrouve Massilia Sound System, Daddy Yod ou Sai Sai pour le raggamuffin tandis que Santana, Tito Puente et Malavoi illustrent la version latine.
Déclic/WMD 172004, 172012, 76', 77', 180 F.

■ C'EST DANS LA POCHE ! ■

En ce début d'année où maints haruspices se penchent sur les dépouilles des peuples, regardons les décennies à venir sans faire appel au surnaturel. Un horizon raisonné, certes pas bien gai, mais plus probable que celui que nous montrent les boules de cristal. Des données pour prévoir et surtout prévenir. Une prise de conscience de notre devoir de privilégiés dans un monde où nous le serons de plus en plus. Les maîtres mots : responsabilité et solidarité.
JACQUES ATTALI,
"Lignes d'horizon",
LE LIVRE DE POCHE, 122 P.

Guerre et paix, bien et mal, éternel antagonisme. Philosophe sicilien, disciple de Gandhi, Lanza del Vasto retrace avec un humour acerbe les débuts du christianisme par la voix des apôtres. Un sacré terriblement humain. Un miroir où chacun peut se reconnaître.
LANZA DEL VASTO,
"Judas",
FOLIO, 246 P.

La religion comme système, pourquoi pas ? Edgar Morin ne renierait certainement pas le titre de cette introduction à un dictionnaire inattendu, celui des religions.
Un condensé exhaustif -si faire se peut- d'une dimension que les historiens ont peut-être tendance à négliger et qui, pourtant, aujourd'hui autant qu'hier, décide parfois dramatiquement du sort des nations.
MIRCEA ELIADE,
"Dictionnaire des religions",
PRESSES POCKET/AGORA, 364 P.

Bien et mal, vie et mort, droit de vie et de mort ? Sous la plume de Victor Hugo, le doute n'est pas permis. Tout au long de sa vie, ponctuant chacune de ses œuvres, le plus beau réquisitoire jamais proféré contre la peine de mort. Et pourtant... il aura fallu un siècle pour qu'il soit entendu.
VICTOR HUGO,
"Ecrits sur la peine de mort",
ACTES SUD/BABEL, 296 P.

Quand un essayiste, romancier, poète, se penche sur l'art, cela donne la sensation étrange que doit avoir l'aveugle à qui l'on raconte une exposition. Les mots deviennent traits, ombres, couleurs ; on imagine l'artiste et l'action de créer. On se voit regarder.
CLAUDE ROY,
"L'Art à la source",
I Arts premiers, arts sauvages, 204 P.
II Arts baroques, arts classiques, arts fantastiques, 300 P.
FOLIO/ESSAIS

Les chroniques, si à la mode au début du siècle, furent pour Alfred Jarry le moyen privilégié de commenter l'air du temps à travers le miroir déformant de sa pensée fouineuse. Le quotidien comme lui seul le voyait. Un étrange plaisir pour celui qui le découvre à travers lui.
ALFRED JARRY,
"Siloques, superloques, soliloques et interloques de pataphysique",
LE CASTOR ASTRAL, 94 P.

L'humour anglais dans toute sa splendeur. Un roman qui n'est pas tout à fait satirique, pas tout à fait policier, pas tout à fait psychologique... et tout à fait désopilant.
TOM SHARPE,
"Quelle famille !",
PRESSES POCKET, 352 P.

V.G.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Vanda Gervasio (poches)
Françoise Lorrain (enquête)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

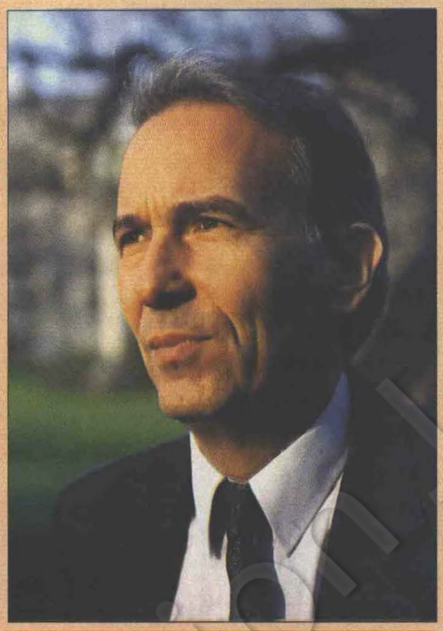
PHILIPPE D'IRIBARNE

On ne travaille pas, en France, au nom des mêmes valeurs qu'en Allemagne ou aux USA, explique le sociologue Philippe d'Iribarne (1). De notre sens aigu du rang, de l'honneur, découle une façon de travailler et un chômage aux caractéristiques nationales.

Selon les pays, l'organisation des entreprises diffère. Comment se caractérise le modèle français ?
Les façons de vivre ensemble, de règler les conflits, de gouverner les hommes, varient en fonction de cultures nationales qui régissent aussi bien les institutions politiques que le fonctionnement des entreprises. En France, chacun est extrêmement attaché à la dignité particulière que lui fournit son métier. Dans une conférence de presse, l'an dernier, François Mitterrand déclarait : "Mon mandat est une noblesse. Je veux en être digne de la manière que je déciderai." Cette phrase dépeint parfaitement la façon dont chaque Français, qu'il soit président de la République ou tourneur-ajusteur, conçoit son travail : avec une dimension de noblesse, non pas d'abord par rapport à ses patrons mais à sa conscience. Et chacun entend bien être son-propre juge de ce qui est ou n'est pas digne de la position professionnelle qu'il occupe.

En quoi est-ce différent aux Etats-Unis ou en Allemagne ?
Dans tous les pays, les membres d'une entreprise ont le souci de montrer qu'il ne sont pas dans une position servile. Mais ils l'expriment différemment. En Allemagne, la dignité réside dans l'appartenance à une communauté, aux Etats-Unis, dans le fait qu'on a passé un contrat entre égaux, qu'on ne sera donc pas soumis à un jugement arbitraire. L'Américain accepte beaucoup mieux que le Français que son supérieur lui fixe des objectifs, mais il exige en contrepartie que la manière dont il va être jugé, et éventuellement sanctionné, soit fixée par des procédures très rigoureuses. Ainsi, il est plus facile aux Etats-Unis qu'en France de procéder à des licenciements économiques, mais, en France, l'employeur a un arbitraire plus grand dans le choix des licenciés.
Autre exemple, la grève : en France, c'est un mouvement spontané, une journée improvisée dans la passion. Aux Etats-Unis, elle entre dans une logique contractuelle : le journal syndical prévient l'entreprise X que dans deux ans, un an, six mois... la grève va commencer. C'est le moyen de négocier un contrat plus favorable.

De l'organisation spécifiquement française de nos entreprises viendrait une partie du chômage massif que nous connaissons...
La concurrence internationale, la mise en cause de l'efficacité taylorienne et l'inflation scolaire ont rendu beaucoup plus difficile la position sur le marché du travail des moins qualifiés et des plus âgés. Malgré les critiques qu'on peut lui faire, l'industrie taylorienne a eu le grand mérite d'assurer des performances collectives élevées avec des gens peu qualifiés. Avec des modes d'organisation qui demandent beaucoup plus de qualification aux opérateurs, toute une partie de la population se trouve écartée. Aux Etats-Unis, la réponse à cette situation a été le développement massif d'un tertiaire de type "petits métiers". Mais dans la tradition française, ce ne sont pas des métiers. Outre-Atlantique, dès lors qu'un contrat définit les droits et devoirs de chacun, il n'est pas déshonorant de remplir des sacs à la sortie du supermarché, de porter des valises... Du moment que le contrat est clair, le travail est digne, quel que soit son contenu. En France règne l'idée qu'on ne doit pas déroger. Une idée très ancienne : on trouve déjà, dans Cicéron, les activités dignes d'un homme libre et celles qui sont des activités d'esclave.
Ce n'est pas un hasard si la France est la championne du libre-service. Aux Etats-Unis, vous avez beaucoup plus de pompistes. Chez nous, on rêve de supprimer les caissières, on développe les guichets bancaires automatiques. Tous ces postes de services aux personnes, qui disparaissent ou ne sont pas créés, sont autant d'emplois en moins. Une partie virtuelle de l'appareil de production ne se développe pas à cause de cela.



Il faut aujourd'hui trouver des politiques permettant de concilier la logique des citoyens, celle de l'honneur, et celle du marché.

L'élévation du niveau des qualifications contribue, dites-vous, à l'augmentation du chômage. Une analyse à contre-courant...
Tout le monde trouve très bien que, pour un certain nombre de postes, les entrants soient de plus en plus formés. En revanche, tout le monde s'indigne qu'avec certain niveau de formation, on occupe des postes de moins en moins qualifiés ! Pour les Français, à chaque niveau de diplôme correspond un type d'emploi, qu'il est convenable d'exercer, qui leur est dû. Accepter un emploi d'un niveau considéré comme inférieur, c'est déchoir. Les gens d'un certain âge, qui perdent leur emploi, ont du mal à retrouver un poste équivalent. On leur préfère des mieux formés. Ils ont également du mal à descendre, pour des raisons d'honneur. Ils sont coincés. Le développement massif de l'enseignement a entraîné l'idée que tout le monde doit faire des études et accéder à un emploi correspondant à ces études. Plus personne ne devrait donc se trouver en situation d'exercer un emploi correspondant au fait de ne pas avoir fait d'études ! On a cru longtemps que le marché entraînait un développement économique qui permettait de donner de quoi assurer la dignité des travailleurs. Telle était la logique de l'Etat providence. On découvre que ce raisonnement s'appuyait sur un tour de passe-passe : le développement économique peut donner le RMI, il n'assure pas ipso facto la dignité des individus.
Si toute personne qui n'est pas au sommet de l'efficacité est exclue, on va se retrouver avec des gens qu'on ne pourra pas ensuite traiter comme des citoyens.
Le système ultralibéral se trouve un peu dans la situation du système socialiste des années 50. Il semble impensable qu'il soit mis en cause, mais certains savent bien que le ver est dans le fruit. Viendra une prise de conscience des limites de la société libérale qui fait vivre un certain nombre de gens dans la précarité, les exclut de fait de la citoyenneté. Il faut aujourd'hui trouver des politiques permettant de concilier la logique des citoyens, celle de l'honneur et celle du marché.

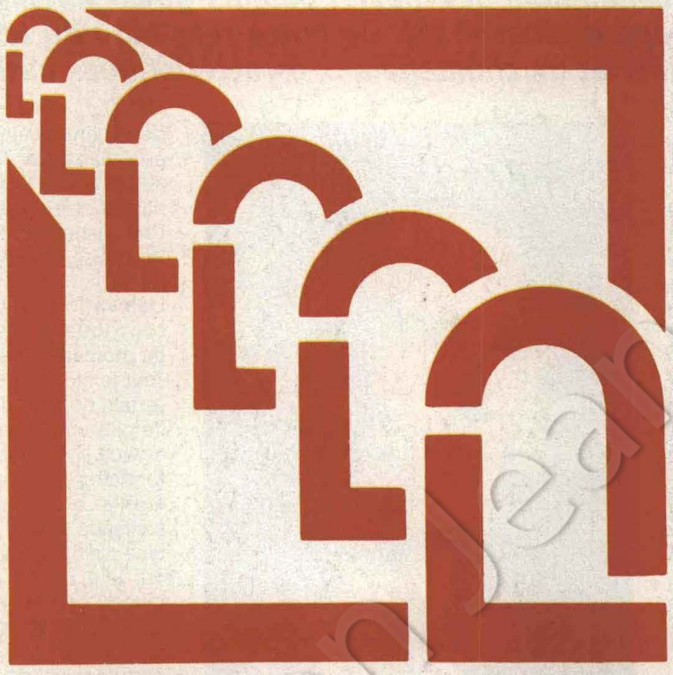
Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Directeur du centre "Gestion et société" du CNRS, auteur de "La Logique de l'honneur" (Seuil) et du "Chômage paradoxal" (PUF).

POUR CHAQUE PRODUIT, JEAN LEFEBVRE

MAITRISE INTEGRALEMENT LE PROCESSUS

DEFINITION DES BESOINS, ETUDE DU PRODUIT, ETUDES DE FAISABILITE, MISE EN ŒUVRE, CONTROLE...



HAUTE TECHNICITE

VOIRIE URBAINE

SOLS INDUSTRIELS

SPORTS ET LOISIRS



JEAN LEFEBVRE

TRAVAILLE POUR VOUS

DIRECTION ILE-DE-FRANCE :
76, BOULEVARD ROBERT SCHUMAN - BP 100 - 93190 LIVRY-GARGAN
TÉL. 43 84 93 93 - TÉLEX 236 265 TARFILE - TÉLÉCOPIE 43 84 90 43

Coll. Fondation Jean Jaurès